

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 22 MARS 1977
N° 406 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission paritaire 56942

La Commune
au jour le jour

Mercredi 22 mars

Lire page 10

GISCARD S'ENFONCE

L'importance politique de ces élections municipales va bien au delà d'une simple redistribution des municipalités entre les différents partis. A travers elles, c'est bien sûr les élections législatives et leur enjeu, que chacun avait en point de mire, et chaque parti devra tenir compte des résultats de dimanche pour définir ou redéfinir sa stratégie. La «gauche» sort renforcée du scrutin, par la conquête de très nombreuses municipalités, et surtout par le fait que pour le PS comme pour le PCF, leur politique actuelle d'union est payante du point de vue électoral. Certes les divisions de fond subsistent entre ces deux partis aux projets différents, mais, tout porte à croire que l'«union» est trop payante pour qu'une rupture soit envisagée à court terme. La position du PCF, qui cherche à éviter cette rupture en sort provisoirement renforcée.

Plus que jamais, la politique de ces partis va être axée sur les législatives, avec ce que cela comporte : la tentative de contrôle des luttes de la classe ouvrière pour les étouffer.

La satisfaction affichée par les partis de «gauche» est à mettre en relation avec l'amertume et les querelles entre les clans de la droite. Les centristes ralliés à Giscard, et qui composaient la «nouvelle majorité» présidentielle, sont laminés et sont les grands perdants des élections. Le RPR garde Paris, mais son érosion est très forte en province. Les RI voient leur stratégie d'alliance avec le centre contredite par les faits, même s'ils gardent quelques grandes municipalités, telles que Nice, Toulouse ou Nancy. Plus que jamais la droite apparaît comme divisée, et pratiquement incapable de surmonter ses faiblesses. La dynamique de la gauche, l'absence de succès notables du plan Barre, l'échec cuisant de dimanche, tout cela ne peut guère inciter les différents clans de la droite à chercher à se présenter à nouveau devant les électeurs. Par contre, ces résultats auront, et ont déjà pour conséquence directe d'accentuer les contradictions, comme on le voit dans les déclarations de chacun. Tout le monde à droite accuse l'autre d'être le responsable de la défaite ! Et pourtant, c'est dans cette situation que Giscard va continuer à gouverner, avec un premier ministre dont le plan s'essoufle sans apporter de résultat, avec 7 ministres ou secrétaires d'Etat battus aux élections et un remaniement ministériel probable n'y changera rien, avec comme plus fort parti de la «majorité» un RPR qui ne manquera pas une occasion de mettre à profit les faiblesses de Giscard pour l'obliger à reculer encore, sur l'organisation de la droite par exemple.

Alors, dans ces conditions, que peut faire d'autre la bourgeoisie au pouvoir que de diriger de manière encore plus conjoncturelle, de piloter à vue, d'expédier les affaires courantes sans avoir la possibilité d'avancer un quelconque projet cohérent ? Le résultat des municipales aura donc illustré et de quelle manière, la situation de blocage dans laquelle se trouve la bourgeoisie qui s'enfonce de plus en plus, montrant par là, qu'elle a fait son temps.

Nicolas DUVAL I OIS

La démagogie électorale à peine terminée

LES GRÉVISTES DE PETITJEAN ET DE LA BNP EXPULSÉS PAR LES FLICS

Les lampions de la fête électorale n'étaient pas encore éteints qu'à deux heures du matin, lundi, les escadrons de gardes-mobiles, le fusil en bandoulière, descendaient de leurs cars et chassaient les grévistes de Petitjean à Troyes qui occupaient leur usine depuis 13 jours. Le plan Barre et son cortège de violences et de répression anti-ouvrières reprenaient promptement leurs droits...

Même scénario quelques heures plus tard, dans le 18^e arrondissement de Paris où les flics, la main lourde sur la matraque, expulsaient les employés en

grève du Centre d'Informatique de la BNP. Plan Barre, toujours.

Ce pouvoir usé, battu, n'a pas encore eu le temps de digérer son échec électoral qu'il repart en guerre de plus belle contre les revendications ouvrières et populaires que le poids de la démagogie électorale, à droite comme à gauche, n'avait pas réussi à faire taire. Hier encore, le tribunal du Puy ordonnait l'évacuation des ouvrières en grève d'Elastelle - Tissel. Contre l'accentuation de la politique répressive de la bourgeoisie, place à la riposte ouvrière !

J.L.

LÉGISLATIVES EN INDE

GANDHI BATTUE Levée de l'état d'urgence



Des paysans et des ouvriers agricoles manifestent munis de bamboos.

Lire notre article en page 9

SOMMAIRE

- Résultats et commentaires des élections municipales p. 2. 3. 4
- Lundi 13 h 30 : première intervention policière à la SESCOSEM p. 6
- 7 Bretons devant la Cour de sûreté de l'État. Première journée. Compte-rendu d'audience p. 7
- Document : Guide du parfait fonctionnaire des renseignements généraux. Extraits de cours de l'école nationale de police p.7
- Impunité pour les tueurs racistes. Il assassine un Algérien : il est acquitté p.7
- Portugal : la remise au pas p.8
- Après le Conseil National Palestinien, une déclaration de Yasser Arafat p. 9
- Déclaration de Cyrus Vance. Les USA prêts à s'accomoder des coalitions de gauche en Europe p. 9

POLITIQUE

APRES LE DEUXIEME TOUR, QUELQUES INDICATIONS POLITIQUES

ÉCOLOGISTES : PARTAGES MAIS PLUTÔT POUR LA GAUCHE

Le premier chiffre indique les voix gagnées par la droite entre le premier et le deuxième tour, le deuxième chiffre, les voix gagnées par la gauche. Le troisième chiffre représente les voix des écologistes, et le quatrième celui des listes d'extrême gauche.

TOULOUSE
MAJ + 2 693
UG + 2 791
ECO 2 094
EG 1 025

MONTPELLIER
MAJ + 5 778
UG + 10 454
ECO 4 062
EG 1 185

LILLE
MAJ + 2 738
UG + 7 435
ECO 4 831 ; EG 4 303

LYON 8^e
MAJ + 1 197
UG + 3 359
ECO 1 315 ; EG 1 402

LYON 9^e
MAJ + 1 477
UG + 2 714
ECO 1 315 ; EG 936

ISSY LES MOULINEAUX
MAJ + 1 426
UG + 1 299
ECO 1 775

MEUDON
MAJ + 1 441
UG + 2 278
ECO 2 772

RUEIL MALMAISON
MAJ + 1 996
UG + 2 118
ECO 3 274

CHAMBÉRY
MAJ + 1 994
UG + 2 497
ECO 3 798

BELFORT
MAJ + 1 307
UG + 3 024
ECO 1 606 ; EG 972

RENNES
MAJ + 3 642
UG + 8 416
ECO 3 976 ; EG 1 699 ; ML 1 030

ST CHAMOND
MAJ + 766
UG + 1 987
ECO 1 567

En plus de Paris où ils étaient présents dans tous les secteurs, les voix des écologistes, par la manière dont elles se reportaient au second tour, étaient de nature à faire la décision dans une série de villes.

Il est souvent difficile de distinguer exactement où elles se sont portées, dans les villes où ces candidats se trouvaient présents en même temps que des listes d'extrême-gauche au premier tour.

Cependant, les écologistes se trouvaient seuls en présence à Issy les Moulineaux, Meudon, Rueil Malmaison, Chambéry et Saint-Chamond. Au deuxième tour, leurs voix ne se sont pas toutes reportées sur l'union de la gauche, loin s'en faut. Dans les 3 villes de la banlieue parisienne concernées, la majorité gagne presque autant de voix que l'union de la gauche au deuxième tour (et même plus à Issy-les-Moulineaux). Ce qui suppose, si l'on admet une réparti-

tion égale des voix des abstentionnistes du premier tour, que les voix écologistes seraient allées, à peu près dans les mêmes proportions, à la droite et au programme commun.

A Chambéry et St Chamond, cette tendance se trouve légèrement corrigée au profit de l'union de la gauche.

Par ailleurs, à Montpellier, dans le 8^e arr. de Lyon et à Rennes, l'ensemble des voix écologistes et extrême-gauche se sont reportées sur les listes de gauche dimanche. A Toulouse, la gauche ne retrouve pas la totalité de ces voix au deuxième tour. De même à Lille. Enfin, dans le 9^e arr. de Lyon et à Belfort, la gauche a dû bénéficier du report de ces électeurs dans une proportion plus élevée que la «majorité».

A Paris, c'est très net, l'essentiel des voix écologistes, et même jobertistes, sont revenus à la gauche dans la plupart des secteurs.

PARIS : LES GAINS DES PARTIS DE GAUCHE ENTRE LES DEUX TOURS

Le premier chiffre représente le nombre de voix gagnées ou perdues par la majorité entre les deux tours ; le deuxième, le nombre de voix gagnées par l'union de la gauche. Le troisième représente le total des voix des écologistes et des jobertistes au premier tour. A noter que, dans le 16^e et le 8^e arrondissements, les listes union de la gauche n'avaient pas obtenu suffisamment de voix pour se représenter au deuxième tour.

1^{er}-4^e
MAJ + 324 ; UG + 3 528
ECO + JOB 3 007

2^e-3^e
MAJ + 331 ; UG + 3 093
ECO + JOB 2 650

5^e
MAJ - 118 ; UG + 4 214
ECO + JOB 4 256

6^e
MAJ - 89
UG + 2 834
ECO + JOB 3 711

8^e
MAJ - 1 206

9^e
MAJ + 1 402 ; UG + 2 318
ECO + JOB 2 139

10^e
MAJ + 716 ; UG + 3 454
ECO + JOB 3 206

11^e
MAJ + 2 397 ; UG + 5 357
ECO + JOB 6 128

12^e
MAJ - 300 ; UG + 8 490
ECO + JOB 7 123

13^e
MAJ + 2 407 ; UG + 6 908
ECO + JOB 8 600

14^e
MAJ + 1 749 ; UG + 7 122
ECO + JOB 7 139

15^e
MAJ + 371 ; UG + 9 381
ECO + JOB 11 781

16^e
MAJ - 4 778

17^e
MAJ + 838 ; UG + 5 271
ECO + JOB 8 331

18^e
MAJ + 1 729 ; UG + 8 596
ECO + JOB 7 270

19^e
MAJ + 957 ; UG + 5 301
ECO + JOB 5 763

20^e
MAJ + 1 692 ; UG + 8 102
ECO + JOB 7 682

Dans la plupart des arrondissements de Paris, les formations de la droite, en comptant les candidats des listes fascistes, semblaient avoir fait le plein de leurs voix au premier tour : au deuxième, les chiffres obtenus par leur candidat unique excèdent rarement de beaucoup le total des élections qu'elles avaient gagnées séparément le dimanche précédent.

Fait notable, elles en viennent même à perdre des voix dans certains arrondissements : notamment le 5^e, où se présentait Chirac. Les listes de d'Ornano, dans le 2^e-3^e, dans le 12^e, ont particulièrement peiné à rassembler tous les électeurs du premier tour. Mais dans le 18^e ou le 20^e contrairement aux accusations lancées hier soir par d'Ornano, les électeurs de Chirac se sont largement reportés sur ses listes.

De même, du côté de Chirac, les reports se sont particulièrement mal faits dans le 15^e, plutôt mal dans le 17^e, dans le 2^e-3^e et dans

son propre arrondissement, le 5^e. Au contraire, ses listes enregistrent quelques progrès dans le 11^e ou le 13^e. En sorte que la question générale est plutôt que la «majorité» si on compte en sa faveur les voix de l'extrême-droite, ne s'est guère montrée capable de mobiliser de nouveaux électeurs entre les deux tours.

Au contraire, dans la quasi totalité des arrondissements, l'union de la gauche récupère au deuxième tour un nombre de voix qui tourne autour de celui du total des voix écologistes et jobertistes au premier tour, ce qui indique qu'il faudrait comprendre ces votes plutôt comme l'expression d'une opposition, tout au moins à Paris. Si ces résultats sont nuancés par ceux de la province en ce qui concerne les écologistes, ils sont confirmés de manière assez surprenante pour les jobertistes dans les villes où ils avaient réalisé des scores quelque peu importants au premier tour.

ENTRE PS ET PCF : BONS REPORTS, MAIS DES EXCEPTIONS NOTABLES

Le premier tour des élections avait été l'occasion d'un certain nombre de «Primaires» à gauche. La tendance générale montre que les consignes de report des états-majors ont été respectées, notamment dans les villes où la droite était une menace sérieuse. C'est ainsi qu'à Villeurbanne, malgré les divisions qu'avait suscitées le «coup de force» de Hernu, entre PS et PCF comme au sein de ce dernier, il semble que les voix du PCF se soient bien reportées sur Hernu. C'est également le cas à Toulon, où ce sont les voix du PS qui se sont reportées sur une liste PCF, et à Laval. Pourtant, l'analyse des résultats fait apparaître quelques «bavures» dans le report des voix. C'est le cas de Marseille. Dans chaque secteur, si on fait le total des voix obtenues par Defferre et par la liste PCF au premier tour, on arrive à un

chiffre nettement supérieur aux voix obtenues par la gauche lors de ce second tour. L'absence d'enjeu réel y est certainement pour quelque chose, mais nombre d'électeurs ou de militants PCF (de 2 000 à 5 000 suivant les secteurs) ne se sont pas déplacés pour voter pour le grand bourgeois Defferre. Parmi les autres «anomalies», signalons Cardassonne, où les voix de l'extrême-gauche et des radicaux de gauche ne se sont pas toutes reportées, loin de là, sur le candidat PS ; signalons aussi Saint-Brieuc, où les âpres négociations d'avant le premier tour ont laissé des traces : la participation a été plus forte, et pourtant Le Foll, ex-PSU passé au PS, ne recueille pas toutes les voix du PS, du PCF et du PSU réunis. Il s'en faut de 1 000 voix sur les 14 000 obtenues par Le Foll.

Des conséquences pour le sénat et les régions

Parmi les multiples conséquences de ces élections, il en est une qui, sans avoir une importance décisive, risque d'avoir quand même de nombreuses répercussions politiques : les conseils régionaux sont composés entre autre de représentants des conseils municipaux. La poussée de la gauche va donc sensiblement modifier la composition de ceux-ci dès le début de l'année prochaine. Ainsi, le conseil régional d'Aquitaine, dont Chaban avait été élu président de justesse, aura maintenant une majorité de gauche. Les mêmes conséquences se retrouvent au niveau des communautés urbaines, qui regroupent les villes d'une même agglomération. Si la communauté urbaine de Lille sera encore plus nettement dominée par le PS, le passage «à gauche» d'un grand nombre de municipalités va permettre à celle-ci de s'emparer de la Courly. Enfin, avant les élections législatives, d'autres élections sont prévues ; en septembre, les élections sénatoriales, pour renouveler un tiers de l'assemblée. Le mode de scrutin est celui des «grands électeurs», c'est-à-dire les conseillers municipaux, généraux, etc... Là encore, la victoire de la gauche aura des répercussions directes sur la composition du Sénat, même si celui-ci est sûr de rester dans sa majorité à la bourgeoisie de droite.

RESULTATS DU 2^e TOUR

MUNICIPALITÉS SORTANTES DE DROITE

AJACCIO MAJ (BON) (7 375) 8 743 MAJ (CDS) (4 652) 2 505 UG (PCF) (5 453) 7 074	HYERES MAJ (RPR) (8 285) 9 088 PS (6 800) 10 208 PC 2 693	MULHOUSE MAJ (SD) (14 673) 19 270 MAJ (RI) (10 754) 15 428 UG (PS + PC) 6 705 ; MRG 1 935 ; ÉCO 5 134
ALBI MAJ (CDS) (9 269) 10 873 UG (PS) (9 952) 12 074 DIV DR 2 807	ISSY LES MOULINEAUX MAJ (8 715) 10 141 UG (PC) (8 798) 10 097 ÉCO 1 775	NANCY MAJ (RI) (15 272) 22 176 UG (11 399) 17 219 MAJ (RPR) 9 544 ; EG 3 248
ALENÇON MAJ (CDS) (3 990) 4 228 MAJ (DIV) (3 160) 2 772 UG (PS) (4 990) 6 398	CHELLES MAJ (RPR) (5 182) 6 850 UG (PC) (7 150) 8 892 MAJ (RAD) 1 677 ÉCO 957	NANTES MAJ (44 177) 53 742 UG (PS) (44 506) 54 361 MD 12 285
ANGOULÈME MAJ (7 363) 9 018 PS (4 877) 10 544 PCF 4 368 MRG 1 184	LYON (1^e secteur) MAJ (4 659) 5 968 UG (PC) (2 789) 3 769 RPL 1 458 ; DIV 488 ; ÉCO 855	NICE (1^e secteur) MAJ (RI) (24 821) 28 279 UG (PC) (22 141) 27 939 MD + ÉCO 7 348
ANNECY MAJ (7 367) 8 602 RI (4 617) 3 045 UG (PS) (5 613) 6 383	2^e secteur MAJ (5 484) 7 755 UG (PC) (2 700) 3 725 RPL 2 158 ; DIV 790 ÉCO 1 036	3^e secteur MAJ (RPR) (16 391) 19 120 UG (PC) (14 841) 18 826 MD + ÉCO 4 809 ; ED 421
ANTONY MAJ (RPR) (7 828) 11 549 UG (PC) (11 824) 13 937 DIV DR 4 756	3^e secteur MAJ (10 912) 14 340 UG (PS) (6 334) 10 308 RPL 2668 ; DIV 1 301 ; ÉCO 1 899 ; EG 1 729	NOISY LE GRAND MAJ (RPR) (4 569) 5 716 PC (3 628) 6 123 PS 3 294
BELFORT MAJ (7 635) 9 280 UG (PS) (9 853) 12 877 ÉCO 1 666 ; EG 972 DIV DR 338	4^e secteur MAJ (5 727) 7 371 UG (PS) (4 085) 5 448 RPL 1 399 ; DIV 769 ; ÉCO 1 091	
BÉZIERS RAD (12 646) 16 865 UG (PC) (17 103) 21 057 CDS 5 177	5^e secteur MAJ (6 498) 8 596 UG (PS) (4 661) 6 883 RPL 1 310 ; DIV 1 107 ; ÉCO 1 733	
BOURG EN BRESSE MAJ (CDS) (4 703) 6 812 UG (PS) (7 198) 9 536 MAJ 3 412	7^e secteur MAJ (8 432) 10 501 UG (PS) (6 800) 8 684 RPL 1 693 ; ÉCO 1 824	AGEN MAJ (6 225) 8 373 PS (4 170) 6 971 MAJ 2 636 ; PC 2 517
BOURGES MAJ (RI) (7 792) 14 743 UG (PC) (14 246) 18 686 RPR 7 497 EG 1 478	8^e secteur MAJ (10 192) 11 389 UG (PC) (10 481) 13 840 ÉCO 2 020 ; EG 1 402	AIX EN PROVENCE MAJ (RAD) (13 548) 19 063 PS (13 842) 19 791 PC 9 442 ; RAP 2 177
LE CANET MAJ (RPR) (5 519) 7 204 MAJ (SE) (2 423) 4 953 PS 1 857 ; SE 1 578 ; PC 1 105 ; ÉCO 653	9^e secteur MAJ (6 651) 8 028 UG (PS) (6 989) 9 703 RPL 964 ; ÉCO 1 315 ; EG 936	BRON MAJ (4 407) 5 803 PS (6 686) 8 003 PSU 2 543
CHAMBÉRY MAJ (RPR) (7 998) 9 992 UG (PS) (7 680) 10 177 ÉCO 3 798	MACON MAJ (3 627) 5 557 UG (PS) (6 825) 8 729 DIV DR 3 300	CARCASSONNE MAJ (RPR) (7 161) 9 083 UG (PS) (8 974) 11 258 MRG 2 299 ; EG 1 178
CHATEAUROUX MAJ (7 998) 12 904 UG (PC) (9 912) 11 998 MAJ 2 830 ; MD 2 334	LE MANS MAJ (CDS) (26 593) 33 787 UG (PC) (32 847) 39 718 MD 8 853	CHÂTENAY MALABRY MAJ (RPR) (3 751) 5 476 UG (PS) (5 361) 6 641 MAJ 1 744 ; DIV 788
COLMAR MAJ (CDS) (9 025) 9 632 UG (PS) (7 312) 8 315 DIV DR (6 811) 5 769	METZ MAJ (CDS) (17 578) 21 261 UG (PS) (15 573) 20 071 DIV DR 7 551	CLICHY PS (7 388) 9 806 MAJ 2 806 ; PC 7 207 7 207
CRÉTEIL MAJ (RPR) (7 278) 10 012 PS (6 741) 13 592 DIV DR 2 685 ; PC 6 088	MEUDON MAJ (RI) (9 860) 11 301 UG (PS) (8 364) 10 642 ÉCO 2 772	
GAGNY MAJ (RPR) (6 706) 8 111 UG (PC) (7 285) 8 289 CDS 1 610	MONTPELLIER MAJ (RI) (28 320) 34 008 UG (PS) (27 473) 36 927 DIV 2 321 ; ÉCO 4 062 ; EG 1 185	
GRASSE MAJ (RI) (6 457) 7 304 UG (PC) (5 620) 7 670 DIV DR 2 538		

LISTE DES ABRÉVIATIONS

CDS Centre Démocrate Social (Lecanuet)
CERES : tendance du PS (pour l'unité avec le PCF)
DG : divers gauche
DIV : divers (inclassables)
ÉCO : écologistes/ED : extrême-droite
EG : extrême gauche
MAJ : majorité
MD : Mouvement des démocrates (Jobert)
MRG : mouvement des radicaux de gauche
RAD : radicaux (majorité)
RAP : rapatriés d'Algérie
RI : républicains indépendants
SE : sans étiquette
UG : union de la gauche

Les listes qui se représentaient au deuxième tour sont en caractère gras, celles qui n'étaient présentes qu'au premier tour sont indiquées après, en caractères maigres.

Le premier chiffre, indiqué entre parenthèses après les listes présentes au deuxième tour est celui des voix qu'elles avaient obtenues au premier. Le deuxième chiffre est celui qu'elles ont obtenu hier.

ORLÉANS RAD (18 550) 21 204 UG (PS) (14 516) 19 674 EG 4 502	SAINT ÉTIENNE MAJ (RAD) (32 265) 41 396 UG (PC) (33 279) 43 600 UJP + MD 6 158 ; EG 2 368	TOULOUSE (3^e secteur) MAJ (RI) (19 011) 21 705 UG (PS) (17 315) 20 106 PSU + AUTON + ÉCO 2 094 EG 1 025 ; SE 623
PERPIGNAN MAJ (SD) (17 216) 24 646 UG (MRG) (16 097) 20 161 MAJ (DIV) 9 501 ; EG 1 280	SAINT MALO MAJ (RPR) (6 210) 8 994 MAJ (SD) (5 815) 4 544 UG (PS) (7 162) 9 092 DIV DR 1 802	TOURCOING MAJ (RPR) (18 232) 21 435 UG (PS) (18 875) 23 365 DIV DR 7 233
POISSY MAJ (RPR) (5 622) 7 090 UG (PC) (5 855) 7 548 DIV DR 2 369	SAINT MAUR MAJ (RI) (14 621) 19 825 UG (PC) (11 063) 14 938 MAJ (DIV) 7 657	VANNES MAJ (RI) (7 169) 8 643 UG (PS) (6 204) 7 801 DIV DR 2 399
POITIERS MAJ (CDS) (12 845) 15 206 UG (PS) (13 910) 16 806 MAJ (RAD) 1 726	SAUMUR MAJ (4 835) 5 499 DIV DR (3 196) 2 187 UG (PS) (4 189) 5 071	VERSAILLES MAJ (CDS) (15 737) 23 035 UG (PS) (11 729) 14 900 DIV MAJ 6 086 RI 4 279
RENNES MAJ (RI) (31 593) 35 235 UG (PS) (36 162) 44 578 PSU + ÉCO 3 967 ; EG 1 699 ML 1 030	THIONVILLE MAJ (CDS) (5 638) 9 402 UG (PC) (9 002) 10 321 RI 3 690	VICHY MAJ (RI) (7 301) 8 341 UG (5 218) 6 450 DIV DR 2 243
RUEIL MALMAISON MAJ (RPR) (13 524) 15 490 UG (PC) (11 059) 13 177 ÉCO 3 274	TOULON MAJ (RI) (24 739) 43 086 UG (PC) (19 443) 35 073 MAJ (RPR) 21 285 ; DIV DR 2 371 ; PS 10 790 ; ÉCO 3 498	VILLEURBANNE MAJ (SD) (12 161) 15 483 PS (10 968) 23 090 DIV DR 2 204 ; MD 1 200 ; PC 9 884 ; EG 890

MUNICIPALITÉS SORTANTES DE GAUCHE

EVREUX MAJ (5 472) 8 172 PC (6 081) 8 973 PS 3 610 ; ÉCO 1 591	2^e secteur MAJ (4 406) 6 020 PS (13 033) 18 979 PC 10 227 ; ÉCO 1 413 ; EG 552	7^e secteur MAJ (6 014) 8 591 PS (17 812) 26 061 PC 15 877 ; ÉCO 2 209 ; EG 753
GRENOBLE MAJ (20 523) 24 507 UG (PS) (27 223) 31 500 DIV DR 1 730 ; ÉCO 5 054 ; EG 804	3^e secteur MAJ (11 379) 14 790 PS (15 863) 20 614 PC 8 084 ; ÉCO 3 207	8^e secteur MAJ (3 745) 5 791 PC (15 377) 26 514 PS 10 903
LAVAL DIV DR (6 381) 9 154 PS (11 303) 13 758 MAJ 3 658 ; PC 1 751	4^e secteur MAJ (15 946) 21 590 PS (19 217) 26 475 SD 440 ; PC 9 798 ; ÉCO 5 093 ; EG 705	SAINT BRIEUC MAJ (9 347) 10 359 PS (7 286) 14 144 PC 7 198 ; PSU 1 085
LILLE MAJ (RI) (28 044) 30 882 UG (PS) (30 758) 38 393 ÉCO 4 381 ; EG 4 303	5^e secteur MAJ (8 162) 10 837 PS (14 544) 22 003 PC 1 196 ; ÉCO 2 556 ; EG 594	VILLE GAULLISTE DE GAUCHE
MARSEILLE (1^e secteur) MAJ (RPR) (11 280) 14 167 PS (14 247) 19 346 MD 347 ; PC 8 189 ; ÉCO 3 013	6^e secteur MAJ (6 435) 9 523 PS (13 537) 20 030 PC 11 425 ; ÉCO 3 123 ; EG 669	BRIVE LA GAILLARDE MAJ (RPR) (6 350) 4 447 GG (8 693) 11 206 UG (PC) (9 013) 9 972

PARIS : DES PRÉSIDENTIELLES AUX MUNICIPALES

	1 ^{er} -4 ^e	2 ^e -3 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e	12 ^e	13 ^e	14 ^e	15 ^e	16 ^e	17 ^e	18 ^e	19 ^e	20 ^e
Gis.	56,5	52,2	55,9	65,4	72,9	74,8	62,5	52,6	48,2	54,3	45,6	58,8	58,6	77,5	64,6	50,3	45,8	46,2
-74																		
Mit.	43,5	47,7	44,05	34,5	27,09	25,1	37,4	47,3	51,7	45,6	54,3	46,1	41,3	22,4	35,3	49,6	54,1	53,7
D'Or.		48,2								51,8				100	47,6	41,9	42,8	
77 Chi.	54,74		56,4	62,1		77,8	61,8	51,8	46,7		43	50,9	55,4		65,3			
	44,44	51,8	43,6	37,9			38,20	48,2	53,3	48,2	57	49,1	42,6		34,7	52,4	58,1	57,2

Sur l'ensemble de Paris, l'union de la gauche avait régressé au premier tour par rapport aux résultats obtenus par Mitterrand contre Giscard et Chaban, au premier tour des élections présidentielles de 1974. Ses pertes allaient, selon les secteurs, de 3 % environ jusqu'à plus de 11 %. Au deuxième tour, dimanche dernier, au contraire, elle progresse en pourcentage sur l'ensemble de la ville : 44,9 % contre 43,1 % à Mitterrand au deuxième tour des élections présidentielles de 1974. Il faut remarquer, de plus, que plus de 12 000 voix, qui étaient allées à l'union de la gauche au premier tour dans le 8^e et le 16^e arrondissements, n'ont pas trouvé à s'exprimer au deuxième : les candidats du programme commun n'avaient pas obtenu le nombre de voix suffisant pour se maintenir. Ce qui vient corriger encore quelque peu en

hausse le score de la gauche.

Les formations de la «majorité» n'ont pas résisté de manière égale à cette poussée ; au premier tour, d'Ornano était arrivé en tête dans les secteurs jusqu'ici tenus par la gauche, à l'exception du 11^e, et dans trois autres arrondissements (2^e-3^e, 12^e et 16^e). Dans tous ces secteurs, sauf le 16^e, où il est impossible de juger, les listes d'union de la gauche augmentent plus leur pourcentage, par rapport aux voix de Mitterrand en 74, qu'elles ne le font généralement dans les secteurs où la liste de Chirac s'opposait à elles au deuxième tour. Ce sera certainement un argument supplémentaire pour le RPR dans sa polémique avec les autres partis de la droite.

POLITIQUE

A TRAVERS LA PRESSE

A l'instar des leaders politiques, les journaux de la «gauche» essayent de garder la tête froide devant leur succès. Si le «Matin de Paris» titre sur «la France à gauche», son éditorial insiste surtout sur les conséquences qu'aura le scrutin d'hier sur les institutions; d'abord, le système électoral mis en place par les gaullistes dans les années 60 est enfin favorable à la gauche: «Ainsi, pour la première fois depuis 58, le scrutin majoritaire a joué en faveur de la gauche. C'est la grande leçon de dimanche. C'est une rupture radicale dans l'évolution de la 5ème République» (...)

La 5ème République a ouvert un nouveau chapitre de son histoire. Le chef de l'Etat ne pourra pas ignorer longtemps le désaveu que lui infligent les élections municipales. (...) L'Union de la Gauche a confirmé une vitalité qu'elle doit à François Mitterrand». Pour l'Humanité, deux conclusions: d'une part: «Le PCF augmente le nombre de villes qu'il dirige. Il gagne de nombreux élus et dans beaucoup de municipalités il y aura désormais des conseillers municipaux communistes». D'autre part: «L'Union de la Gauche a été bénéficiaire pour toutes les composantes et le PCF a fait la démonstration qu'il était capable de rassembler très largement l'électorat de gauche et au-delà...». Outre cette satisfaction de la gauche, les réactions sont surtout celles d'une «majorité» qui se querelle de plus belle. Le Figaro est explicite: «Face à la défaite, il est

navrant de constater que la majorité n'a pas réussi à faire taire ses divisions. M.D'Ornano s'est cru obligé de déplorer les conditions de la victoire à Paris. Dans les circonstances actuelles, mieux vaut pourtant déplorer les défaites si nombreuses que les victoires si rares.

Il faut bien le constater: dans la débacle générale, Chirac presque seul, a emporté un succès. Grâce à lui, Paris, qui reste un symbole dans le monde entier, n'a pas basculé dans l'opposition. Le chef du RPR semble illustrer le

propos sans fard de Jeanne d'Arc dans l'Alouette de Anouilh. «Dieu veut qu'on cogne d'abord, Messire! La prière, c'est en plus»; malgré attaques et manoeuvres, il mérite certainement d'être élu de Paris.

Quant au journal patronal «Les Echos», il envisage surtout ce qui va se passer maintenant pour les patrons, et donc qu'elle va être l'attitude des syndicats: «Sur le plan syndical, les syndicats de contestation, CGT et CFDT, vont s'efforcer de réveiller une base quelque peu attentiste afin d'user le pouvoir. Sans pour

autant déclencher de vastes mouvements susceptibles de provoquer des réflexes de crainte». Dans un autre article «Les Echos» sont encore plus clairs: «Mais en aucun cas les mouvements revendicatifs ne devraient prendre une ampleur qui offre un terrain favorable aux «aventuristes» et aux «gauchistes». Le rôle des syndicats sera donc de stimuler une base actuellement quelque peu attentiste, tout en sachant contrôler soigneusement les actions entreprises». Comme on le voit, les patrons ne s'attendent pas au pire pour eux avec cette nouvelle poussée de la gauche.

LES SOCIALISTES A LA MAIRIE C'EST LA RÉVOLUTION A PARIS



Parisiennes, Parisiens, vous voici prévenus. Permettez-vous aux commissaires de la subversion internationale, que sont J.-B. Bouis et G. Sarre, d'appliquer ce programme honteux et criminel?

NON!

Vous leur barrerez la route, dimanche,

en votant **XII^e UNION** la liste paritaire d'union de la majorité. La presse électorale du RPR fait preuve de «détermination» et n'a pas lésiné sur les moyens

GALERIE DES VAINCUS

1) Ministres :

- Durafour (Economie et Finance) à St-Etienne
- Segard (PTT) à Lille
- D'Ornano (Industrie) dans le 18^e à Paris
- Brousse (Commerce et artisanat) à Béziers
- Ruffenacht (relations avec le Parlement) au Havre
- Giroud (Culture) dans le 15^e à Paris
- Haby (Education Nationale) à Lunéville.

Autres membres de la majorité :

- Edgar Faure à Pontarlier
- Pierre Mazeaud à Châtillon-sous-Bagneux
- Général Billotte à Créteil
- Caillavet à Bagnères de Bigorre
- Mario Benard à Hyères
- Dumas à Chambéry
- Morice à Nantes

Battus à gauche :

- Ducoloné (PCF) à Issy-les-Moulineaux
- Savary (PS) à Toulouse



Segard



Durafour



Fr. Giroud



Haby



D'Ornano

Poniatowski : «D'ores et déjà, on peut dire que le report des voix s'est effectué avec discipline dans l'opposition, tandis que les désistements dans la majorité n'ont pas toujours permis au candidat le mieux placé de bénéficier de toutes les voix sur lesquelles il pouvait légitimement compter».

Jérôme Monod : «En province, il faut le reconnaître, c'est un échec pour la majorité et par conséquent la majorité a perdu la bataille des municipales. Cela veut dire que pour les élections législatives, il va falloir changer de stratégie, adopter une stratégie responsable, offensive. Il faudra que chacun évite de se tromper d'adversaire et que l'ensemble de la majorité puisse se retrouver pour désigner l'adversaire».

Marchais : «Dans ce progrès général, nous enregistrons avec satisfaction que notre parti renforce ses positions. Il augmente le nombre de villes qu'il dirige... Nous voyons dans cet élargissement de l'audience du parti communiste une confirmation significative que les idées, la politique de notre 22^e congrès font leur chemin et que nous sommes sur la bonne voie».

VILLES REVENANT AU PCF

MAIRIES DÉJÀ ACQUISES : 1^{er} tour : Corbeil, Massy, St Geneviève des Bois, Savigny sur Orge, Nanterre, Bagneux, Colombes, Gennevilliers, Levallois Perret, Malakoff, Bobigny, Aubervilliers, Bagnolet, Le Blanc Mesnil, La Courneuve Drancy, Montreuil, Noisy le Sec, Pantin, Rosny sous Bois, St Denis, St Ouen, Stains, Champigny, Choisy, Fontenay sous Bois, Ivry, Villejuif, Vitry, Arles, Aubagne, Martigues, Vierzon, Nîmes, Alès, Sète, Echirolles, St Martin d'Hères, St Dizier, Calais, Vaux en Velin, Vénisieux, Le Havre, St Etienne du Rouvray, Amiens, La Seyne, Argenteuil, Garges les Gonesse, Sarcelles, Sartrouville, Aulnay sous Bois.

VILLES GAGNÉES, 1^{er} Tour : Athis-Mons, Sevran, Villeneuve St Georges, St Quentin, Montluçon, La Ciotat (gagnée sur le PS), Châlons sur Marne, Reims, Tarbes, Houilles.

2^e tour : Antony, Béziers, Bourges, Gagny, Grasse, Chelles, Poissy, Le Mans, Noisy le Grand, St Etienne, Thionville, Evreux (gagnée sur le PS)

VILLES REVENANT AU PS

DÉJÀ ACQUISES, 1^{er} tour : Suresnes, Bondy, Epinay sur Seine, Livry-Gargan, Alfortville, L'Hay-les-Roses, Charleville Mézieres, Besançon, Montbéliard, Mérygnac, Talence, Rézé, St Nazaire, Lorient, Nevers, Roubaix, Wattrelos, Creil, Arras, Boulogne sur Mer, Lens, Liévin, Clermont-Ferrand, Pau, Chalon sur Saône, Le Grand Quevilly, Niort, Montauban, Avignon, Limoges, Mantes la Jolie.

2^e tour : Aix en Provence, Bron, Carcassonne, Chatenay Malabry, Clichy, Grenoble, Laval, Lille, Marseille, St Brieuc.

VILLES GAGNÉES 1^{er} tour : Aurillac, Valence, Romans, Chartres, Dreux, Brest, Roanne, St Herblain, Angers, Cherbourg, Beauvais, Schiltigheim, St Priest, Villefranche sur Saône, Le Creusot, Castres, La Roche sur Yon, Epinal, Meaux, Conflans, Pessac, Villeneuve d'Ascq, Mantes la Jolie.

2^e tour : Albi, Alençon, Angoulême, Belfort, Bourg en Bresse, Chambéry, Créteil, Hyères, Macon, Montpellier, Nantes, Poitiers, Rennes, St Chamond, St Malo, Tourcoing, Villeurbanne.

VILLES REVENANT AU MRG

DÉJÀ ACQUISES 1^{er} tour : La Rochelle, Bastia.

CENTRISTE MAJORITÉ

CENTRISTE FAVORABLE À LA MAJORITÉ ; MAINTENUE AU 1^{er} TOUR : Cannes.

GAULLISTE DE GAUCHE

Maintenue au deuxième tour : Brive la Gaillarde

VILLES REVENANT AU RPR

DÉJÀ ACQUISES: 1^{er} TOUR : Asnières, Boulogne Billancourt, Neuilly, Troyes, Dijon, Périgeux, Bordeaux, Dunkerque, Marc en Barceul, Valenciennes, St Germain en Laye.

2^e tour : Le Cannet, Rueil-Malmaison

VILLES GAGNÉES 1^{er} tour : Quimper, Cambrai

VILLES REVENANT AU CDS

DÉJÀ ACQUISES 1^{er} TOUR : Rouen, Chatellerault, Blois, Clamart, Salon de Provence, Strasbourg, Versailles

2^e tour : Colmar, Metz, Versailles

VILLES REVENANT À LA MAJORITÉ (DIVERS)

DÉJÀ ACQUISES, 1^{er} TOUR : Viry Chatillon, Montrouge, Puteaux, Nanterre, Tours, Cholet, Bayonne, Calvire, Rillieux, Sotteville les Rouen, Douai, Compiègne.

2^e tour : Ajaccio, Annecy, Chateauroux, Issy les Moulineaux, Mulhouse, Perpignan, Saumur.

VILLES GAGNÉES; 1^{er} tour : Maubeuge, 2^e tour : Agen

RADICAUX (MAJORITÉ)

DÉJÀ ACQUISES 1^{er} tour : Antibes. 2^e tour : Orléans.

RI

DÉJÀ ACQUISES 1^{er} TOUR : Courbevoie, Maisons Alfort, Vincennes, Caen, Vandœuvre les Nancy, Auxerre.

2^e tour : Meudon, Nancy Nice, St Maur, Toulon, Toulouse, Vannes, Vichy.

LUTTES OUVRIÈRES

KÖENISMACKER, près de Thionville (Moselle)

PLUS D'UNE SEMAINE D'OCCUPATION

Déjà riche d'enseignements

Depuis le 11 mars, les travailleurs et travailleuses de Solosi-Solomi-Satram occupent 24 heures sur 24 leur entreprise, tout en terminant les commandes en cours ; ils empêchent toute sortie de matériel. Pour cette entreprise qui n'avait jamais connu de lutte, que de changements ! Comme le soulignent certains travailleurs : « Avant, on était bien conscients que tout ne tournait pas rond, et maintenant avec la liquidation de la boîte, avec notre lutte, on a ouvert les yeux ».

DES BELLES PAROLES... A LA REALITE

Il faut dire que toute la petite bourgeoisie du coin que l'on trouve derrière cette affaire, et Evangelisti, actuel PDG, président de la jeune chambre de Moselle et Doltic, adjoint au maire RPR de Thionville, (sortant et non réélu), président de la jeune chambre de commerce de Thionville, et Vallée, maire sortant de Koenismacker... jouaient jusque là aux sauveurs, aux créateurs d'emploi.

Depuis le 14 février, date de publication de la fameuse note de service d'Evangelisti, en mettant en place le vieux système des amendes (note retirée par la direction le 23, après 4 jours de grève), les travailleurs ont eu affaire à pas mal de manœuvres de discours... Jusqu'au bout, Evangelisti a joué le bluff. Sous le titre « Quel avenir pour la Solosi-Solomi », Le « Républicain Lorrain » du 9 mars expliquait qu'un répit était laissé à l'entreprise, qu'un dossier avait été déposé au tribunal de commerce de Strasbourg. Le 10, le même journal titre : « Dépôt de bilan pour la Solosi-Solomi. Pas de licenciement déclaré le PDG : il s'agirait d'une « procédure judiciaire exceptionnelle » pour suspendre provisoirement les paiements des créanciers... »

Un petit artisan qui est venu voir Evangelisti pour réclamer son argent a su très vite à quoi il fallait s'en tenir. C'est à coups de poing qu'il s'est fait expulser par le PDG et ses adjoints.

Mais toutes ces manœuvres n'ont fait que renforcer la vigilance des travailleurs. « Evangelisti, c'est fini. On n'y croit plus, on a vu ce que valent ses belles paroles, on n'oubliera pas les chèques sans provision qu'il a osé envoyer à certains d'entre nous. La catastrophe dont se disait victime ce dernier, n'a pas l'air de trop l'affecter. Dans le bureau de la « victime » qui dû être évacué un peu précipitamment, on a retrouvé les factures de commandes assez coûteuses de moquette, par exemple ». On a aussi retrouvé des chèques d'au moins 9 millions. Des recherches continuent !...

ÇA, LA JUSTICE !...

Cette vigilance, elle s'est concrétisée dès le 16, c'est l'ensemble des travailleurs et travailleuses qui s'est mobilisé pour assister au déroulement du jugement de mise en liquidation judiciaire. Après que le conseiller juridique de la CFDT ait démontré que « accepter la liquidation, c'est accepter un licenciement massif », on a alors vu l'avocat d'Evangelisti cracher sa haine et sa

peur des travailleurs. Pour lui, c'est simple : si la boîte ferme, c'est la faute de ces derniers : « l'entreprise a été sabordée par son propre personnel ». Il ajoute : « Je me mets à la place d'un PDG, il n'est pas possible de garder une entreprise si l'on est tributaire des volontés du personnel... La solution est simple. Le personnel n'a qu'à se transformer en société, et prendre des actions, etc... » puis l'avocat et son client partent en claquant les portes. Des commentaires à la sortie vont bon train. « C'est ça la justice, eh bien, je tombe de haut » s'exclama une travailleuse. « Mais tu croyais que les juges, avaient un bleu de travail sur le dos, et une casquette sur la tête ? » lui répliquera un copain de travail. Le jugement de liquidation ne fera que confirmer l'appréciation portée sur cette justice, « tout avait été décidé avant et ailleurs ».

SEULE LA LUTTE PAIERA

Ici tout le monde en est conscient. Pour preuve, de nombreuses initiatives ont été déjà prises par les travailleurs et leur syndicat CFDT (QdP du 18 et 19). Le communiqué mensonger rédigé par un cadre supérieur, à propos duquel le « Républicain Lorrain » ne s'est pas fait prier pour en faire largement écho, face à la mobilisation large et combative des travailleurs, a fait preuve de son culot et de son ridicule. En effet, sous le titre « la position des cadres d'entreprises », on pouvait lire : « que l'ensemble des cadres et une partie du personnel font entière confiance à leur PDG, M. Evangelisti et à son plan financier ».

La manifestation de popularisation qui s'est déroulée samedi matin dans les rues de Thionville a rencontré un large écho de sympathie... Des tracts distribués le long de la manifestation ont suscité un intérêt réel dans une ville où pourtant la saturation est à son comble avec la campagne électorale.

La journée « portes ouvertes » qui s'est déroulée dimanche a vu passer plus de 200 personnes. C'est un réel succès. Les panneaux réalisés par les travailleurs notamment à partir des « dé-couvertes » faites dans les bureaux, ont suscité l'intérêt le plus grand. Voilà ce qui confirme qu'il faut élargir la popularisation, constituer des comités de soutien. Mardi, une réunion avec les pouvoirs publics et l'inspecteur du travail est prévue. Aujourd'hui, on pouvait voir aussi la vingtaine de travailleurs de la SERICO, autre usine appartenant à Evangelisti, non touchée encore par la liquidation judiciaire, entrer en lutte. L'expérience acquise déjà au bout d'une semaine de lutte prouve que les tentatives d'isolement, les belles promesses et les manœuvres de toute sorte ne manqueront pas. La seule solution restera dans la vigilance dont sauront faire preuve les travailleurs, dans leur détermination à lutter, et dans l'élargissement de la popularisation et du soutien.

Correspondant Thionville

Pour envoyer dons et messages de soutien :
SOLOSI-SOLOMI
Comité d'action
84 route de Thionville
KÖENISMACKER
57110 YUTZ

CALAS Coopérative agricole en Alsace

L'UNITE DE LUTTE OUVRIERS-PAYSANS

Les travailleurs de la Calas en grève depuis le 11 mars pour obtenir la satisfaction de leurs revendications salariales, ont décidé de suspendre momentanément leur mouvement, face aux menaces de licenciement des grévistes par la direction. La Calas, coopérative agricole qui regroupe trois entreprises (St Louis, Colmar, Mulhouse au total 550 salariés). La direction composée d'un ensemble de cadres racistes grassement payés (entre 15 000 et 20 000 F) s'est depuis longtemps illustrée par ses méthodes réactionnaires. Les conditions de travail sont désastreuses : le travail posté, c'est 9 H à 10 H d'affilée chaque jour avec seulement un quart d'heure d'arrêt pour le casse-croûte ; 56 à 60 heures par semaine pour un salaire qui tourne entre 1 700 et 1 900 francs ; aucune prime de vacances, ni de 13^e mois ; pas de prime de production.

La grève s'est déclenchée sur la base des revendications suivantes :

- 200 F d'augmentation pour tous
- 1% de prime d'ancienneté par année de présence
- 5^e semaine de congés.

Depuis un an que la section syndicale s'est implantée dans l'usine, ces revendications sont constamment à l'ordre du jour des réunions de délégués du personnel. La direction y a toujours opposé un refus catégorique. Déjà, au mois de mars 76, la Calas n'avait toujours pas répercuté l'accord national de la convention collective sur les salai-

res prévue depuis le 11 décembre 75, ce qui avait d'ailleurs à l'époque motivé une grève d'avertissement de 24 H et aboutit au versement d'un rappel.

Dès le début de la grève, la direction a répondu par la répression à la lutte des travailleurs : les flics, et certains producteurs de lait n'hésitent pas à forcer le piquet de grève. Devant l'attitude résolue des travailleurs, le conseil d'administration n'hésite pas à envoyer des lettres de licenciements pour « faits de grève » si le travail n'était pas repris immédiatement. La bêtise patronale se montre ici dans toute sa splendeur lorsqu'elle étend la sanction à des travailleurs en vacances ou en congé-maladie.

D'ores et déjà, la popularisation a dépassé le cadre local. Le syndicat du cadre de vie s'est déclaré solidaire des travailleurs et a appelé au boycottage des produits de la Calas. Par ailleurs, les « Paysans-Travailleurs » ont développé un ensemble d'actions afin de créer l'unité entre ouvriers et paysans. La décision de suspendre momentanément la grève a été prise par les travailleurs afin d'éviter tout licenciement et de conserver ainsi les forces nécessaires pour reprendre la lutte. Mais les travailleurs n'abandonnent pas pour autant leurs revendications et dès que la commission paritaire nationale de conciliation aura tranché sur la « légalité » de la grève, le mouvement reprendra.

Correspondant

Hôpital d'Auxerre (Yonne)

Menacée de licenciement, Mireille, déléguée CGT fait la grève de la faim

Dans une église d'Auxerre, une femme, Mireille Bressolles qui avait commencé une grève de la faim le 24/1/77, qu'elle avait interrompue le jour même sur promesse du procureur de rouvrir ses dossiers, a repris depuis le 7 mars la grève de la faim, puisque les promesses de réouverture du dossier n'ont pas été tenues. Cette fois, elle ne se contentera plus de promesses, elle est décidée à poursuivre cette grève jusqu'à ce qu'elle ait obtenu des engagements formels. Pourquoi Mireille fait-elle la grève de la faim ?

Mireille, employée à l'hôpital d'Auxerre comme commis en janvier 1964, est nommée au choix agent principal en janvier 71. Elle avait été détachée au centre de transfusion sanguine, qui dépend de l'hôpital le 13 octobre 1969. De ce centre, où le docteur responsable faisait de très courtes apparitions, elle avait la responsabilité le 1^{er} juillet 71 ; un médecin à plein temps est nommé et là les problèmes

ont commencé pour Mireille. Un conflit se déclenche dans ce centre, sur les heures supplémentaires. Le médecin-directeur voulait imposer au personnel le paiement des heures supplémentaires ; le personnel exigeait le droit d'avoir une vie familiale et des conditions en temps et horaires correctes. Le personnel revendiquait la récupération des heures supplémentaires, d'une part pour obliger la

direction à embaucher, d'autre part pour défendre leur juste droit de défense de leur santé et de leur vie familiale. La riposte ne se fit pas attendre ; le directeur de l'hôpital convoqua les employés un par un, auxiliaires et les menaça de licenciements, et ils cédèrent. Mais Mireille, titulaire et déléguée CGT refuse de céder. Pour elle, traitement de faveur, elle passera devant un conseil de discipline, le rapport demandant sa révocation. Son dossier l'empêche de retrouver un poste équivalent. Dans ce dossier, aucune faute professionnelle grave, elle n'avait qu'un tort, celui de ne pas respecter la hiérarchie hospitalière. A l'hôpital d'Auxerre, certains médecins sont connus dans toute la ville. Trois médecins normés sur cette maternité

tiennent tous les trois en association les maternités privées dans la ville, et s'assurent ainsi « le monopole gynécologique » de la ville et les alentours. La pratique médicale connue de toute la population a été dénoncée en particulier par une campagne menée par le planning familial. Toute action se heurte au refus des autorités hospitalières et de la DASS qui protège les médecins et se taisent sur la qualité de la médecine du service. Mireille, mère célibataire d'un enfant, exige ses droits, que son dossier soit réexaminé, qu'on lui redonne un poste correspondant à celui auquel elle devait accéder en 1972. Apportez votre soutien en écrivant, en allant voir Mireille Bressolles, Eglise des Brichères, 89 000 Auxerre.

Correspondant Auxerre

Déclaration de l'organisation Paysans-Travailleurs

Un travailleur en vaut un autre. Sommes-nous capitalistes ou ouvriers du capital ? En tant que producteurs de lait, nous travaillons tôt le matin jusqu'à tard le soir et cela 365 jours par an. Les ouvriers de la Calas travaillent de 54 à 60 heures par semaine et ceci pour un salaire de 1 700 à 1 900 F par mois. Ils n'ont aucune prime de vacances et ne perçoivent pas le 13^e mois. Quand on voit les investissements réalisés, les fusions opérées entre coopératives qui ne pouvaient plus tourner, on se rend compte que la réalité coopérative n'existe plus qu'en nom. Ce sont les firmes commerciales (Candia-Alsa-lait...) qui profitent des installations des coopératives financées par nos parts sociales. Le souci de la direction est avant tout de rémunérer le capital investi en ne satisfaisant la rémunération du travail des ouvriers et des paysans qu'avec ce qui reste. Or, tout est fait pour qu'il n'y ait pas d'excédent.

Dans cette situation, nous nous sentons travailleurs au même titre que les ouvriers et nous protestons vivement contre les briseurs de grève... SOLIDARITE OUVRIERS-PAYSANS face à la direction intransigeante, satisfaction des revendications des grévistes.

Suivent les signatures de 25 petits exploitants.

LUTTES OUVRIÈRES

Communiqué du comité de chômeurs du 18^e

Le lundi 21 mars a eu lieu une assemblée générale de chômeurs, à l'Agence Locale pour l'emploi du 18^e, sur les problèmes suivants :

- La circulaire Bevilacqua qui vise un contrôle répressif et la radiation systématique des travailleurs privés d'emploi.

- Les offres d'emploi irrégulières.

- Le droit de réunion et d'information, de travailleurs privés d'emploi, à l'intérieur de l'ANPE.

Était présent un camarade de l'UL CFDT 18^e qui a soulevé le problème de l'emploi dans le 18^e, notamment la prochaine fermeture de l'hôpital Bretonneau et la lutte des travailleurs du centre de la BNP de Barbès qui était évacué le matin à 6 h par la police après une grève avec occupation, suivie à 95 %.

Après l'intervention du comité, dans une AG groupant plus de 200 personnes, des débats se sont engagés, concernant tous les problèmes que rencontrent les travailleurs privés d'emploi, ceci malgré le refus du chef d'Agence qui a voulu empêcher la tenue de l'AG, menaçant d'appeler la police.

L'AG s'est poursuivie toute la matinée avec la signature d'une pétition demandant l'abrogation de la circulaire et l'embauche d'un traducteur pour les immigrés (qui ont un taux de 30 % sur les 8 000 inscrits à l'Agence), jusqu'à l'arrivée des Renseignements Généraux et d'un car de police.

La lutte des chômeurs continue !

A la Sescosem

LA RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE ELECTRONIQUE

Hier après midi, à 13 h, Antoinette Avilès et Jacqueline Chalvin ont pris place à leur poste de travail aux bâtiments C et I de l'usine Sescosem de St Egrève. Comme leurs 1 300 camarades de cette usine d'électronique... ? Oui, à cette différence près qu'elles sont toutes les deux considérées par leur patron comme... licenciées, puisque leur contrat de six mois est arrivé à expiration les 5 et 7 mars. Pourtant si Antoinette et Jacqueline mènent cette lutte pour leur embauche définitive avec le plein appui de leurs camarades depuis maintenant deux semaines, c'est pour faire pièce au plan de

licenciements de Thomson qui prévoit à court terme plus de 350 suppressions d'emploi par le vidage des ouvrières sous contrat à durée limitée et le licenciement de quelques 125 ingénieurs, techniciens et OP... Qu'en est-il de cette crise des composants électroniques qui sert de justification aux projets anti-ouvriers de la Thomson ? C'est ce qu'explique ici notre correspondant à Grenoble dans une série d'articles, avant de faire le point, dans les prochains jours sur la lutte engagée à la Sescosem dans les usines de St Egrève, Aix en Provence et en Italie.

Aujourd'hui, les USA sont les maîtres incontestés de l'électronique. Ils fournissent 80% des composants qu'utilise l'Europe. Et cette position va se renforcer : d'après les prévisions pour la période de 1974 à 1980, la production occidentale (USA, Europe, Japon) va doubler pour atteindre une

valeur de 20 milliards de francs par an ; la part des USA dans cette production passera de 62 à 64%, celle du Japon de 24 à 25%, tandis que celle de l'Europe passera de 14 à 10%. Mais pour ce qui est de la consommation de ces composants, la part des USA passera de 48 à 42%, celle du Japon de 25 à 26% et celle de l'Europe de 23 à 26%. C'est-à-dire que le déficit de l'Europe passera de 1 milliard à 3,7 milliards de francs (prix des composants qu'elle devra importer des USA).

C'est dans ce contexte d'une dépendance croissante de l'Europe vis à vis des USA qu'il faut comprendre la restructuration de la Sescosem, division semi-conducteurs de la Thomson-CSF. Qu'est-ce qui fait la faiblesse de l'Europe ? C'est que son marché est fragmenté, partagé entre un grand nombre de firmes qui produisent toutes des semi-conducteurs. Chaque firme ne disposant que d'un petit marché, les moyens qu'elle peut accorder à la recherche technologique sont minces par rapport aux gros trusts US qui disposent de l'immense marché américain et de 80% du marché européen. De plus, ces trusts US (Texas Instruments, Motorola, Fairchild) sont aidés par le gouvernement américain qui finance 50% de la recherche-développement soit 500 millions de dollars par an ; ils ont ainsi une avance technologique par rapport à leurs concurrents européens qu'on évalue à 2 ans : les trusts européens n'investissent dans un nouveau composant que lorsque les trusts US ont déjà réalisé un succès commercial avec ce composant sur le marché américain. Ils commencent alors à l'introduire en Europe avec des prix beaucoup plus bas, puisque les économies d'échelle ont déjà été réalisées aux USA (le produit a été vendue à une grande échelle, donc les investissements sont déjà amortis).

Ainsi la faiblesse européenne dans la concurrence vient de :

- retard technologique qui tient à la petitesse (relative) des trusts, du faible niveau de la concentration en Europe par rapport aux

LUNDI 13 h 30, PREMIERE INTERVENTION POLICIERE A LA SESCOSEM

Vendredi, le tribunal autorise la Thomson à faire appel aux flics, pour expulser Antoinette et Jacqueline.

Hier, une première intervention d'intimidation à eu lieu : 2 représentants de la gendarmerie sont restés entre 13 h 30 et 14 h devant la porte de l'entreprise. L'apparence démocratique (ils ont essayé d'engager la discussion avec des syndicalistes), qu'ils ont essayé de se donner, ne doit pas faire illusion.

La Thomson semble vouloir liquider rapidement «l'abcès Sescosem» pour engager la restructuration de l'ensemble du trust.

Soyons prêts à la riposte !

USA, retard que les nombreuses subventions des gouvernements en Europe n'arrivent pas à combler.

- à qualité égale, prix plus bas des composants US.

- la troisième forme de concurrence est la gamme de composants qu'une firme peut proposer à ses clients. Pour des raisons techniques et commerciales, un patron préfère traiter avec le même fournisseur pour trois produits différents qu'avec 3 fournisseurs différents. Or, dans les semi-conducteurs, la gamme s'étend très vite, et si les firmes européennes peuvent rivaliser avec les USA sur certains produits de la gamme, leur taille ne leur permet pas de tenir la concurrence sur tout le catalogue, et ils se trouvent à petit contestés dans leur propre réseau commercial. C'est le cas par exemple pour les circuits intégrés : leur impact est de plus en plus grand dans les branches de l'économie et les entreprises, toujours à la recherche de technologies modernes, sont amenées à passer des accords avec des firmes US.

Nous voyons ici ce qui pousse les capitalistes européens à construire le Marché commun : le but est d'avoir des trusts de taille européenne capables de rivaliser avec les américains ou les japonais.

un plan pour faire une «Europe des semi-conducteurs». Ce plan demande aux différents pays européens de préciser leurs besoins en composante en prévision dans un certain nombre de secteurs (informatique, télécommunication, défense) et de développer les subventions payées par l'impôt des travailleurs. Ensuite de rassembler ces secteurs pour «harmoniser le marché», c'est-à-dire commander les mêmes produits et effectuer les achats en commun. Parallèlement, il s'agirait de favoriser la concentration, les accords et les fusions entre les différents trusts européens : Philips, Siemens, Thomson-CSF... qui auraient affaire à un marché harmonisé et moins morcelé. Ce que ne dit pas le plan, c'est qui sera gagnant et qui sera perdant dans cette bataille européenne... Quoiqu'il en soit, ce plan représente une grave menace pour les dizaines de milliers de travailleurs de l'électronique européenne.

(à suivre)

Paris, lundi matin à l'aube

QUAND LA POLICE INVESTIT LA BNP - Barbès

Un ouvrier du 18^e témoigne



Tout le monde était prévenu ! Le juge, la direction, tous l'avaient dit : les forces de l'ordre devaient chasser les grévistes qui occupaient le C.I.T. (Centre Informatique de la BNP).

A la BNP, les piquets de grève étaient en place. Dès 4h du matin, aux balcons donnant sur le Bd Barbès, rue de Clignancourt, tous étaient prêts. Il s'agissait pour chacun de tenir le maximum. Il fallait tenir, tenir jusqu'à l'arrivée du personnel, tenir afin que la population se rendant au travail, constate que, malgré les élections, rien n'était changé : la répression s'abaissait encore sur les travailleurs.

Vers 4h30, à la mairie du 18^e arrondissement, les cars de CRS commençaient à se regrouper. La navette était

assurée entre les camarades de la BNP et la place de la mairie au moyen d'un vélomoteur. Les grévistes étaient prévenus de l'importance des effectifs qu'ils allaient avoir à affronter.

A 5h, 8 cars bleus étaient déjà présents. A 5h30, 4 cars de la Préfecture de Police venaient renforcer le dispositif. Tenus au courant en permanence, les camarades de la BNP téléphonaient aux amis, aux salles de rédaction, aux postes de radio. Toute cette première matinée, les téléphones ont crépité pour crier au secours ! «En nous attaquant, c'est le droit de grève que l'on attaque !»

A 6h, la colonne s'ébranlait de la place Jules Joffrin. Déjà, des groupes alertés les accueillait sous les huées. Des fenêtres, les mégaphones réveillaient la population

encore endormie. La répression, les travailleurs que l'on brime, la riposte ouvrière : les vrais problèmes étaient sous leurs fenêtres.

Pendant 1h30, la répression n'a pu venir à bout de la résistance. Déjà, les premiers employés arrivaient et pour eux le problème se posait : ou accepter de travailler sous la contrainte de la police, ou refuser de reprendre le travail. Le camp des hésitants était bien faible. Certains, écoeurés, repartaient chez eux, alors que d'autres se joignaient aux manifestants.

Depuis 30 ans, c'est la première fois que le droit de grève est ainsi bafoué dans la profession bancaire. Depuis la libération, on n'avait plus vu de délégués licenciés pour fait de grève.

Correspondant 18^e

**Notre prochain
article :
OU EN EST
LA SESCOSEM
DANS
CETTE BATAILLE
DE CHIENS ?**

En octobre 76 a été publié

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Impunité pour les tueurs racistes

IL ASSASSINE UN ALGERIEN : IL EST ACQUITTE

Cette décision survient au moment même où Dijoud, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés prétend, dans une déclaration, qu'il n'y a pas de «recrudescence du racisme en France», que tous les moyens ont été mis en œuvre pour limiter ce phénomène. Mais Dijoud a la mémoire bien courte. Il a oublié les scandaleux verdicts des procès de tueurs racistes à Annecy, Fiers-sur-Orne. Il a «oublié» la multiplication des attentats contre des travailleurs immigrés, attentats dont, comme par hasard, la police n'arrive jamais à retrouver les auteurs et parle à chaque fois de «règlement de compte».

Qui encourage le racisme, sinon ceux qui envoient leurs flics quadriller les quartiers où sont regroupés les immigrés et les désignent, en les traitant comme tels, au reste de la population, comme des délinquants professionnels ?

Souvenons-nous du récent rapport de la commission parlementaire sur la situation des travailleurs étrangers en France. Ce rapport étudiait nationalité par nationalité la consommation en arrêts de travail, en soins et la durée de travail des immigrés. Il indiquait que les immigrés venus sans leurs familles étaient plus rentables pour

Les Assises des Bouches-du-Rhône ont acquitté samedi l'assassin d'un Algérien. Rappelons les faits. Denis Brochiero, âgé de 21 ans, assassine dans la nuit du 25 au 26 août un jeune Algérien à la sortie d'un bar de Marseille. Il assène de toutes ses forces un coup de matraque sur le crâne de Seedik Hamamoun, avec qui il avait échangé des mots auparavant à l'intérieur du bar. Seedik Hamamoun perd conscience. Il décédera deux jours plus tard à l'hôpital sans revenir à lui. Dès le début du procès, l'avocat général donnait le ton : il laisse aux jurés le soin d'apprécier la peine à appliquer au criminel. Les jurés après délibération, décident alors d'acquitter purement et simplement Brochiero. Ce verdict ne peut manquer de révolter. Il constitue surtout un encouragement criminel pour les tueurs racistes.

l'économie française. Il allait même jusqu'à calculer la délinquance nationalité par nationalité omettant de si-

gnaler la persécution policière dont les immigrés sont victimes et qui se traduit par une hausse du nombre de



Manifestation contre les crimes racistes à Marseille, une nouvelle vague d'attentats racistes dans le midi

peines de justice ! Aujourd'hui, ce sont les mêmes qui encouragent et répandent le racisme qui font mine de s'indigner lorsque le MRAP, entre autres, (dont le local a été piastiqué récemment) dénombre une augmentation alarmante des actes racistes.

Dans la nuit de mardi à mercredi dernier, deux ouvriers étrangers ont été poignardés en plein Paris : un Algérien, rue de la Roquette et un Portugais, rue Chanzy. Leurs agresseurs, qui à ce jour, n'ont pas encore été inquiétés, sont toujours en liberté...

Cours dispensé à l'école de police de Cannes

«VÉRIFIER LES ACTIVITÉS POLITIQUES ET SYNDICALES»

Poniatowski venait de nous confirmer qu'il avait l'intention de poursuivre ses enquêtes professionnelles contre les fonctionnaires. Un rapport de la Fédération du Commerce de la CFDT, cité par l'Association Région Paris Presse, donne une idée de la formation des futurs «enquêteurs» telle qu'elle est pratiquée à l'École Nationale de Police de Cannes Ecluses. Comme on le constatera, ce «vade mecum» du parfait policier des Renseignements Généraux n'omet aucun des problèmes et des objectifs quotidiens qu'il doit se fixer. A vous de juger.

LA TECHNIQUE DE L'ENQUÊTE INDIVIDUELLE

Les informations, que doit rechercher l'enquêteur et dont il doit vérifier l'exactitude ou dont il doit au moins préciser le degré de crédibilité, concernent dans l'ordre :

- l'état-civil de l'intéressé
- le curriculum vitae de l'intéressé,
- la situation de fortune,
- la moralité et la considération dont il jouit, ainsi que sa famille,
- ses activités politiques et syndicales,
- son loyalisme à l'égard des institutions.

Cette tâche doit être exécutée avec le plus grand soin pour éviter des erreurs qui seraient éventuellement fâcheuses tant pour l'intéressé lui-même que pour le fonctionnaire négligent...

Ayant ainsi rassemblé et vérifié toute cette documentation, le policier RG doit émettre un avis précis, clair, concis et objectif tant sur l'individu que sur l'opportunité de la mesure le concernant. (Avis qui ne lie pas l'administration requérante).

LES RELATIONS PERSONNELLES

Les relations personnelles sont une des sources d'information les plus fructueuses pour un policier des RG.

Les renseignements obtenus au cours de conversations amicales sont d'une qualité excellente, puisque livrés spontanément. Comme toute information, ils devront être vérifiés et recoupés mais au départ ils sont valables.

On comprend l'intérêt, pour un policier RG, de multiplier les circonstances où il se met en posture d'entendre et d'apprendre. Il lui appartient de rechercher les contacts et relations dans tous les milieux pour accroître son champ d'activités. Celui qui voit beaucoup de monde, sait s'introduire dans tous les milieux sociaux, s'adapter à

ses différents interlocuteurs, inspirer confiance, et bavarder se montrer patient et utiliser judicieusement les divergences d'intérêt, les initiatives personnelles, les rivalités politiques, recueillera une masse d'informations dans laquelle il n'aura plus qu'à choisir et à recouper celles qui pourront orienter très utilement des recherches.

Qui doit-on connaître ?

Les autorités et les personnalités locales et régionales : députés, sénateurs, conseillers généraux, maires et adjoints, conseillers municipaux, employés de préfecture, secrétaires de mairie, notables, dirigeants politiques et syndicaux, commerçants et industriels, agriculteurs, ouvriers, enseignants, fonctionnaires de toutes les administrations, représentants des cultes, dirigeants des associations, etc.

LES INFORMATEURS

Pour remplir ses différentes missions concourant à la préservation de l'ordre public, la police devrait être pourvue du don d'ubiquité, c'est-à-dire être présente partout à tout moment.

Mais en raison de son personnel limité, la police, réduite à ses seules forces, ne peut «couvrir» directement, en permanence et simultanément tous les lieux où se déploie l'activité humaine et où l'ordre public risque d'être troublé.

D'autres raisons s'opposent encore à l'observation directe :

- des préjugés d'indifférence ou d'hostilité empêchent le policier de communiquer aisément avec certains milieux.

- La nécessité de discrétion lui interdit également l'accès à d'autres milieux.

D'où l'obligation pour toutes les polices d'avoir en tous lieux des «auxiliaires» pour observer ce qui s'y passe, pour résoudre les difficultés ou problèmes de pénétration et de discrétion et que l'on désigne sous l'appellation générale d'informateurs...

En bref...

MORTALITÉ INFANTILE ACCIDENTELLE

L'Organisation Mondiale de la Santé révèle dans une récente étude réalisée dans plus de 50 pays que la voiture est responsable de la majorité des décès d'enfants. La noyade vient au deuxième rang des causes, juste devant les incendies.

LE FLUOR TUE

Un millier de moutons des Hautes-Alpes ont dû être abattus en un an et leurs carcasses détruites. Le responsable est connu : le fluor. Les usines Péchiney de l'Argentière-la-Bessée près de Briançon en rejettent en grande quantité dans l'atmosphère. Des appareils de captage ont été installés par Péchiney pour retenir les vapeurs fluorées, mais leur manque d'efficacité est évident. Les éleveurs de mouton en font les frais.

7 bretons devant la cour de sûreté de l'Etat

PREMIÈRE JOURNÉE COMPTE-RENDU D'AUDIENCE

C'est dans une petite salle de Cour d'appel, presque vide, qu'a débuté hier après-midi le procès des sept autonomistes bretons, accusés de «reconstitution de ligue dissoute» (FLB).

La première séance assez morne a été consacrée pour l'essentiel à des questions de procédure, dont pourtant il ne faut pas nier l'importance. En effet les avocats de la défense, M^e Chouk et M^e Leclerc remettaient en cause, d'entrée de jeu, la compétence de la juridiction d'exception.

M^e Leclerc critiquera une institution dont la compétence est de «politique générale» et peut s'étendre «à toute sorte de faits et de délits». Pourquoi la Cour de Sûreté a-t-elle choisi «l'atteinte à la sécurité de l'Etat» plutôt que «l'atteinte à l'intégrité territoriale», délit qui n'est pas de son ressort ! Sinon pour im-

poser par la force un procès politique ?

Le deuxième fait sur lequel la défense a souligné l'incompétence de la cour concerne l'interrogatoire par un juge d'instruction local, de Yann Puillandre alors qu'il était en garde à vue (pour 6 jours, délai autorisé pour les poursuites en Cour de Sûreté). Le juge Gallut, avait demandé, contrairement aux usages, au juge de Quimper de procéder à cet interrogatoire.

Après une première interruption de séance, l'avocat général réfute les critiques de la défense qui apporte quelques précisions. La séance est levée vers 17 h 30.

De nombreux témoins sont attendus tant du côté de l'accusation que de celui de la défense.

De cette «Cour de sûreté» et de cet Etat qui les oppriment et les répriment, les travailleurs bretons ne veulent plus. Cela,

ils viendront le dire à la barre des témoins, faisant du même coup du procès des sept Bretons, le procès du pouvoir qui les juge.

EXPLOSIONS EN BRETAGNE ET EN CORSE

L'organisation clandestine bretonne, FLB ARB revendique l'attentat contre le centre EDF de Rennes qui a sauté dimanche matin. Elle fait le lien dans un communiqué entre l'attentat et le procès des militants bretons devant la Cour de Sûreté de l'Etat.

Plusieurs attentats à l'explosif ont eu lieu également en Corse à Portofino contre la villa du maire sortant de Corte, contre le garage de Guy Santoni à Ajaccio et contre une auto-école toujours à Ajaccio.

INTERNATIONAL

REVUES
DES PEUPLES
EN LUTTE

La Corée d'aujourd'hui

On trouvera dans le premier numéro de l'année une étude intéressante sur l'organisation et le développement des «coopératives de consommation», dont le rôle principal a été dès l'origine d'assurer le ravitaillement des travailleurs agricoles en marchandises. Après la libération, le commerce de la Corée se trouvant ruiné, le pays a dû réorganiser complètement les réseaux de distribution et d'achat. Il l'a fait en mettant l'accent sur l'organisation économique des petits producteurs, qui représentaient la grande masse de la population. Evitant de faire adhérer de force les habitants aux coopératives ainsi créées, veillant à admettre des habitants urbains, mais à éviter qu'elles ne renforcent leurs activités économiques dans les villes où les conditions étaient plus favorables, les coopératives sont devenues l'œuvre des masses populaires, ont évité que les marchandises soient accaparées par le commerce privé, ont permis le développement de la pêche, l'approvisionnement social et le service public.

API (revue indonésienne)

Un communiqué du Comité Central du Parti communiste thaïlandais fait le point sur l'avancée de la lutte révolutionnaire en Thaïlande. L'armée de libération du peuple a multiplié avec succès les combats au cours des derniers mois. Le coup d'Etat fasciste pro-américain du 6 octobre n'a fait que renforcer l'opposition révolutionnaire à l'intérieur du pays. Le parti appelle toutes les forces démocratiques et anti-impérialistes à s'unir pour abattre définitivement la domination US en Thaïlande et œuvrer pour une réelle indépendance pour la démocratie et un pouvoir populaire. Un autre article salue la lutte héroïque du peuple de Timor.

Le Bulletin du Vietnam

Le Front de la patrie du Vietnam, qui s'est constitué après la réunification, a adopté récemment un programme politique en 8 points, dans le but d'unir le peuple pour édifier un Vietnam pacifique, indépendant et socialiste. Le «Bulletin du Vietnam» rapporte ce programme: édifier un régime de maître collectif socialiste, en prêtant attention aux suggestions populaires pour la ligne du Parti dirigeant et de l'Etat. Edifier la grande production socialiste, la culture nouvelle, et former l'homme nouveau socialiste; veiller à la vie matérielle et spirituelle du peuple, consolider la défense nationale, réaliser l'égalité entre l'homme et la femme, entre les nationalités, renforcer les relations internationales d'amitié, unir largement les forces patriotiques et socialistes.

Euskadi

Sous le titre «terrorisme et répression contre les réfugiés basques», cette revue publie un dossier complet dans lequel, à travers le cas des Basques, elle montre de façon assez complète l'attitude de la police française vis-à-vis des réfugiés politiques, et comment les nombreux attentats signalés par le ministère de l'intérieur sont bien souvent le fait des polices étrangères, chose bien connue du dit-ministère qui les utilise pour accentuer la répression. La revue publie en outre un autre dossier sur la condition des réfugiés, leurs droits et leurs obligations dans le pays d'accueil.

Pékin Information

Des éléments solides sur la politique d'annexion menée par le pouvoir soviétique: dès 61, sous le prétexte de l'apparition de nouveaux centres industriels, commencent des déplacements forcés de population. Politique de russification forcée qui amène l'annexion des minorités nationales, ces pratiques amènent, de 59 à 70, la disparition officielle de 9 nationalités, la baisse de population de 5 autres. Pour opprimer les peuples non russes d'Asie centrale, le pouvoir soviétique y a développé une économie coloniale et déséquilibrée, amenant la stagnation de la production et des conditions de vie difficiles pour les travailleurs: en 74, la valeur moyenne de la consommation par habitant dans les 4 républiques d'Asie centrale était inférieure d'environ 40% par rapport à la République fédérée russe.

Portugal

LA REMISE AU PAS

LES NOUVEAUX
RAPPORTS DE FORCE

Il y a un peu plus de deux ans, le 11 mars 75, éclatait une tentative de coup d'Etat fascisant, qui prenait pour cible en particulier les soldats et officiers progressistes du RALIS, stationné à Lisbonne. Cette tentative avortait, mais quelques mois plus tard débouchait sur le 25 novembre 75: c'était le début d'une lente remise au pas, une période de consolidation d'un capitalisme qui avait semblé un moment chancelant. Le gouvernement de Vasco Gonçalves, très lié au PC tombait, et le 28 juin, 1976, les élections présidentielles se soldaient par la victoire du Général Eanes, chef d'Etat major de l'armée de terre, élément de droite, partisan de la «remise en ordre», et élu avec l'appui du parti socialiste. En juillet 76, Soares, secrétaire du parti socialiste formait un gouvernement «homogène et minoritaire». De fait, il est obligé de passer des compromis tantôt avec le PCP

(Parti révisionniste dirigé par Cunhal), tantôt avec les partis fascistes PSD (Parti Social Démocrate, ex-PPD) et avec le CDS.

LA «REMISE AU PAS»
PAR SOARES

Mais ce n'est, après tout, qu'un signe extérieur de la fragilité bien plus profonde du gouvernement Soares. Soares a de fait assuré la délicate transition entre la période issue du 25 avril, caractérisée par l'essor du mouvement des masses, et des luttes en marge de la légalité bourgeoise, (commissions d'habitants, mouvements d'occupations des terres, assemblées ouvrières, comités de soldats éliminant leurs officiers), et la période de remise au pas et d'élimination de toutes ces organisations de masses. Dans une certaine mesure, Soares a mené suffisamment à bien sa tâche pour qu'il ne soit plus, aux yeux des classes dominantes portugaises, indispensable. Le démantèlement, la représen-

tion de tout le potentiel révolutionnaire existant dans les usines, les universités, les casernes et à la campagne a été entrepris très systématiquement par le «socialiste» Soares. Il n'est évidemment pas parvenu à le liquider, mais en tout cas à casser sa dynamique, à instaurer un nouveau rapport de force, et en définitive à neutraliser provisoirement ce courant.

L'AIDE DU PCP

Le PCP de Cunhal l'y aide en renforçant son influence dans l'«intersyndicale», qui représente 85% des syndiqués, et dont le Congrès s'est tenu du 27 au 30 janvier dernier. Néanmoins, alors que l'opposition PS à l'«intersyndicale», regroupée sous le sigle «lettre ouverte» s'effritait complètement, le courant révolutionnaire a réussi à se faire entendre, et figure au secrétariat du syndicat, sa plus haute instance.

LE PS EN QUETE DE
SON UNITE

Cette politique de consolidation de l'appareil d'Etat capitaliste suscite des divergences au sein même du PS, qui est plus que jamais en quête de son unité. Il a dû avancer son congrès à la fin janvier pour résoudre quelques problèmes. Il a exclu en décembre dernier plusieurs militants représentant l'aile «gauche ouvrière» du PS, dont Mme Carmelinda Pereira et M. Aires Rodrigues, députés, dirigeants des commissions de travail. D'autre part, le ministre de l'agriculture, partisan de la réforme agraire, Lopes Cardoso a dû démissionner.

Cette aile gauche a néanmoins vu consacrer le droit de tendance et le droit d'exprimer publiquement les divergences avec le PS. En même temps, le PS est tiraillé sur sa droite par ceux qui voudraient former un grand parti social-démocrate avec le CDS de Sa Carneiro. Hélène VARJAC

Liban

LA QUESTION DU SUD-LIBAN
AU COEUR DU PROBLEME
LIBANAIS

Vendredi, les dirigeants fascistes libanais se sont réunis dans le but de rencontrer le gouvernement libanais et de lui exposer ses positions sur la situation actuelle au Liban et sur la question essentielle du sud. Samedi, Chamoun, Frangié et Gemayel, les trois principaux dirigeants fascistes ont rencontré le président libanais Sarkis dans le but de faire pression sur les décisions à prendre sur ces sujets.

Sur la situation interne, les dirigeants fascistes demandent d'arrêter plusieurs patriotes qu'ils accusent d'avoir riposté à l'assassinat de Joumblatt. Mais ce que veulent surtout les fascistes, c'est faire pression sur Sarkis et les forces syriennes pour installer des forces de l'ONU au sud. Il s'agit d'une vieille demande de ces formations, ainsi que d'Ed-

dé, chef du Bloc National, pour empêcher les résistants palestiniens de lutter contre l'ennemi sioniste. Mais après son retour du Caire, Sarkis a refusé la présence de l'ONU sur le sol libanais, appuyé en cela par les gouvernements arabes.

C'est sur la question du sud que portent toutes les discussions actuellement au Liban: les fascistes armés et soutenus par les sionistes ont été obligés de quitter la ville de Bint Jbeil par les forces palestiniennes et la population est revenue. D'autre part, les villages du sud occupés par les sionistes et les fascistes subissent un régime spécial: tous les jeunes villageois sont obligés de faire leur service militaire en Israël, de travailler et de se faire soigner en Israël. Aucun contact ne leur est permis avec les autres villages libanais.



Yasser Arafat, président de l'OLP, a été réélu à la tête du Comité Exécutif, organe de direction de l'Organisation, par les 291 membres du Conseil National Palestinien réunis au Caire, dimanche 20 mars.

Corée du Nord
élections
aux assemblées populaires

«Les nouvelles de Pyongyang» annoncent dans leur n° du 12 mars que «les élections de députés aux assemblées populaires des provinces, des villes et des arrondissements se sont effectuées le 4 mars 1977... Les résultats de ces élections ont pleinement manifesté, une fois de plus, dans le pays comme dans le monde, l'unité et la cohésion indéfectibles de notre peuple fermement uni autour du camarade Kim Il Sung, grand leader, le soutien et la confiance absolus de notre peuple envers notre parti et notre pouvoir révolutionnaire ouvrier et paysan...»

ARGENTINE:
UN RÉFUGIÉ
«DISPARU»

Un réfugié politique paraguayen, le docteur Augustin Goiburo a été enlevé au cours du mois de février dans la ville de Panama en Argentine. Augustin Goiburo est dirigeant du mouvement populaire du Colorado (MOPCO), organisation d'opposition en Paraguay.

PODGORNY
EN AFRIQUE
AUSTRALE

Podgorny, ministre soviétique des Affaires Etrangères, est attendu aujourd'hui à Dar es Salam, capitale de la Tanzanie, qui a été récemment visitée par Fidel Castro. Podgorny doit se rendre ensuite à Lusaka (Zambie) et à Maputo (Mozambique) où il se rendra pour une visite officielle le 29 mars.

INTERNATIONAL

Inde : après la défaite d'Indira Gandhi

UNE PERIODE DIFFICILE ?

Quoique 50% seulement des résultats aient été proclamés, il apparaît d'ores et déjà que le Parti du Congrès est battu. Indira Gandhi, le premier ministre, a été battue et a perdu son siège au Parlement. Sitôt sa défaite connue, elle a procédé à la levée de l'état d'urgence, en vigueur depuis deux ans, cause principale, semble-t-il, de sa chute. Indira Gandhi a demandé une audience au président par intérim, on s'attend à ce qu'elle lui remette sa démission. Selon les derniers résultats connus, le Parti du Peuple, rassemblement de quatre partis d'opposition, soutenu par les dissidents du Parti du Congrès, obtient 146 sièges, contre 120 au parti du premier ministre.

Le premier résultat de la défaite d'Indira Gandhi est l'annonce par le président de la République indienne de la levée de l'état d'urgence. Un second, prévisible, sera un ralentissement sinon l'arrêt de la stérilisation for-

cée, qui a soulevé de nombreuses révoltes. La levée de l'état d'urgence signifiera la fin de la censure sur la presse d'une part et devrait d'autre part signifier la libération de milliers de prisonniers parmi lesquels de nom-

breux leaders syndicaux et paysans. Cette défaite devrait donc apporter un certain soulagement de l'oppression des masses. Mais celui-ci dépassera-t-il des limites assez étroites ? L'armature de la coalition des vainqueurs est formée des notables dont la puissance depuis l'indépendance s'est affirmée grâce au Parti du Congrès qu'ils ont quitté à la suite de l'état d'urgence.

La défaite de Gandhi apparaît également clairement comme un recul de l'URSS. D'abord, parce que le Parti du Congrès a entraîné dans sa débâcle le seul parti qui le soutenait encore, le parti révisionniste, ensuite parce que l'influence et la domination de l'URSS en Inde étaient largement favorisées par la politique d'Indira Gandhi : la guerre du Bengale en 1971 avait révélé l'ampleur du soutien dont bénéficiait l'Inde dans sa politique expansionniste et par voie de conséquence la dépendance qui en découlait. La spectaculaire réussite du démembrement du Pakistan et de l'instauration d'un Bangladesh sous la protection indo-soviétique a été de courte durée ; dès l'année

75, la domination indienne était rejetée, la tutelle soviétique largement disputée. A ce succès limité, l'URSS voit aujourd'hui s'ajouter la défaite de la force politique avec laquelle elle entretenait les liens les plus étroits et qui menait la politique la plus favorable pour elle.

Dans ces conditions, le succès de l'opposition peut bien n'être que le prélude à une période très difficile. Indira battue ne garde-t-elle pas une grande partie de son ascendant sur toute une partie de l'administration et de l'appareil d'Etat dont nombre de responsables ne doivent qu'à elle et à ses proches d'être en place. Son fils Sanjay lui-même qui est devenu l'organisateur de l'action du Congrès, n'est rien d'autre qu'un parasite qui vit en puisant allègrement dans le budget. Ils ne manqueront pas de résister à leur éviction, et ils peuvent trouver une aide efficace auprès de Brejnev qui s'était engagé au cours de la campagne électorale en leur apportant son soutien et le label de progressistes !

G. CARRAT

Les USA prêts à s'accomoder des coalitions de gauche en Europe

ASSURANCES DE LA GAUCHE... ET PRESSIONS US

Des rencontres ont eu lieu, à un niveau élevé, entre des diplomates américains, et le socialiste Jean Pierre Cot d'une part, le révisionniste Jean Kanapa de l'autre. A l'issue de ces conversations, il semble que l'administration Carter considère qu'un changement de coalition gouvernementale en France « pose des problèmes à une échelle beaucoup plus vaste qu'une évolution semblable au Portugal ou en Italie, en raison du poids qu'a la France sur les plans politique, économique et stratégique en Europe », d'après Jean Pierre Cot.

Ces prises de position de la nouvelle direction américaine, les rencontres de diplomates US avec des responsables de l'appareil révisionniste en France - inexistantes sous Kissinger - marquent un tournant important dans la politique européenne des USA. Il n'y a pas si longtemps, Kissinger, par la bouche de Schmidt, mettait en garde

l'Italie contre une éventuelle participation des révisionnistes au gouvernement, et menaçait, au cas où elle se produirait, de suspendre toute aide financière à ce pays. Des menaces semblables étaient adressées à la France, elles étaient reprises par le chef de l'état major de l'Otan. Les USA voyaient dans la venue au pouvoir de coalitions à participation révisionniste une brèche ouverte dans le système de défense européen.

Or, les différents partis révisionnistes européens ont désormais fourni un certain nombre de garanties : Berlinguer, secrétaire du parti révisionniste italien, déclarait en 76 que plus que le Pacte de Varsovie, l'Otan pouvait permettre en Europe la construction de régimes « socialistes » dans l'indépendance nationale. Sans s'engager aussi nettement, le parti révisionniste français a signé le programme commun, dans lequel est affirmé l'attachement et le respect des alliances passées par la France.

En outre, ce changement d'attitude s'inscrit dans un changement d'ensemble de la politique américaine, comme cela se voit en Afrique australe où, plutôt que de s'opposer de front à une évolution des forces politiques, les USA sont obligés de tenter de s'appuyer sur elles pour se réserver des possibilités d'intervention. En Europe, c'est l'octroi d'un prêt à l'Italie en échange de garanties fournies par le parti révisionniste.

A la faveur d'un nouveau discours mettant en avant, au lieu des ingérences insupportables de Kissinger, le respect de la « souveraineté » des nations, les USA instaurent une politique de pression plus discrète, mais non moins efficace que par le passé ; sous prétexte de « coopération », les USA imposent des conditions encore plus draconiennes en échange de leur « aide » économique au pays en difficulté.

RENCONTRE CARTER-FUKUDA

Le premier ministre japonais Takeo Fukuda a commencé hier des entretiens avec Carter à Washington. Les problèmes de développement et de coopération économique seront abordés.

MANOEUVRES MILITAIRES DANS LA MER EGÉE

La Turquie a engagé des manœuvres navales en mer Egée. A son côté, la Grèce a décidé d'organiser elle-même des manœuvres

APRÈS LE CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN

DECLARATION DE Y. ARAFAT

(Extraits)

Yasser Arafat, reconduit dans ses fonctions par le Conseil National Palestinien réuni au Caire, a présidé lundi la première réunion du nouveau comité exécutif de l'organisation. A l'issue de cette réunion, il a fait à la presse d'importantes déclarations.

Sur la question de l'importance de ce 13^e Conseil National dans l'histoire du mouvement palestinien, Arafat a déclaré :

— De tous les Conseils nationaux que nous avons réunis, c'est le plus important, compte tenu des conditions politiques difficiles qui l'ont précédé. Ce Conseil vient après l'affaire libanaise et les tentatives de l'impérialisme, du sionisme et des forces fascistes locales de nous détruire et de nous confisquer nos victoires. De même, malgré les tentatives de plusieurs parties d'empêcher cette réunion, elle a pu se dérouler. Ce Conseil, est une défaite pour nos ennemis et une manifestation de notre indépendance.

Sur la représentativité du Conseil National

— Le nouveau Conseil représente la volonté de tous les enfants de la Palestine se trouvant à l'intérieur ou à l'extérieur de la patrie occupée. Je souligne que des mémorandums signés par toutes les institutions représentatives des territoires occupés, tels que les municipalités et les syndicats, nous ont été adressés au Caire, Israël empêchant les délégués palestiniens de venir ici.

Sur la réunification politique et militaire du mouvement palestinien :

— Nous sortons de cette session avec une direction politique plus forte, armée d'une confiance u-

nanime. Pour le nouveau comité exécutif, il n'y a pas eu de liste concurrente à celle que j'ai présentée, et qui a été adoptée à l'unanimité. La direction ainsi renforcée représente un grand pas en avant vers l'unité.

Tout en conservant le dialogue démocratique, nous avons renforcé l'unité de décision. Nous avons également consolidé notre unité militaire, avec une seule direction militaire et un unique commandant en chef, moi-même.

Sur le programme en 15 points :

— Les 15 points réaffirment l'existence de notre légitimité internationale reconnue par les résolutions des Nations Unies prises depuis 1974, spécialement la résolution qui stipule le droit des réfugiés au retour et à la restitution de leurs foyers et de leurs biens, le droit à l'autodétermination et à la pleine indépendance. Quant à l'absence de référence à la conférence de Genève, elle tient au fait que l'existence du peuple palestinien n'est pas liée à la conférence ; c'est une question de principes et de droits dont l'application doit se faire selon la charte des Nations Unies et le droit international.

Toute conférence internationale qui ignorerait nos droits ou qui feindrait d'ignorer l'existence de l'OLP comme parti indépendant et devant être traité sur un pied d'égalité, serait vouée à l'échec.

Au Pakistan

VIOLENTES ÉMEUTES, RÉPRESSION SANGLANTE



L'armée pour rétablir l'ordre : plus de 50 morts en quelques jours

Grève générale dimanche à Karachi, où pendant cinq heures vendredi, des milliers de personnes ont manifesté pour protester contre l'arrestation du président de l'Alliance Nationale Pakistanaise (ANP), Mufti Mahmud... Au cours de cette manifestation, la police avait ouvert le feu, faisant 30 morts, ce qui porte à 50 le nombre des victimes.

Depuis les élections qui se sont déroulées au début du mois, l'ANP exige toujours la démission du gouverne-

ment d'Ali Bhutto, acquise selon eux par fraude électorale. Depuis plusieurs jours, les manifestations se sont multipliées dans toutes les grandes villes du pays. A Hyderabad, 18 personnes ont été tuées par les forces paramilitaires de sécurité, trois autres ont été abattues par l'armée à Karachi, pour avoir brisé le couvre-feu. Des dizaines de personnes, ont été blessées...

Pour essayer de désarmer l'opposition, Bhutto se dé-

clare prêt à discuter de tout avec elle, « sauf du résultat des élections générales du 7 mars ». Dans un but, semble-t-il, d'apaisement, il a fait libérer dimanche quatre des six leaders de l'opposition qui avaient été arrêtés. Le couvre-feu a été levé à Karachi. Les villes portent encore la trace de troubles violents : des milliers de véhicules, des bâtiments publics, ont été incendiés, et l'armée, appelée pour rétablir l'ordre, continue de patrouiller dans les rues équipée d'armes lourdes.

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Mercredi 22 mars 1871



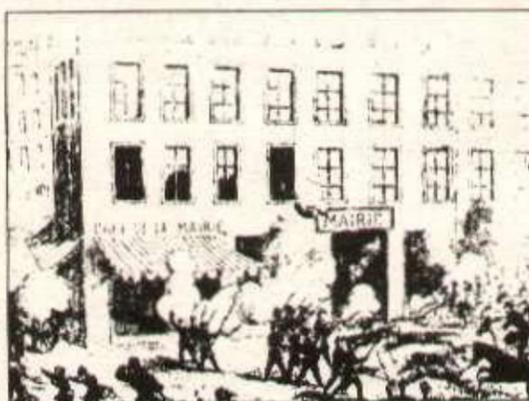
Malgré un printemps précoce et resplendissant, le ciel de Paris n'est pas sans nuages : d'abord, il y a les soubresauts des réactionnaires : ils regroupent quelques centaines de manifestants, rue de la Paix ; Ce sont «Les Amis de l'ordre». La Garde Nationale en vient rapidement à bout.

Il y a d'autre part la résistance des maires, élus avant le 18 mars, tel le maire de Montmartre, Georges Clémenceau qui déclare : «Paris n'a pas le droit de s'insurger contre la France et doit accepter formellement l'autorité de l'Assemblée».



Réunion du Comité Central

Et pourtant, Paris n'est pas si coupé que cela de la province puisque ce mardi 22, le Comité Central accueille à l'Hôtel de Ville des délégations de Lyon, Bordeaux, Marseille, Rouen etc... qui sont venues savoir quelle était la nature de notre révolution, et qui sont reparties au plus vite pour aller donner le signal d'un mouvement analogue, qui est préparé partout».



Effectivement, il y a des remous populaires importants et nombreux en province, et cela bien avant le 18 mars. Un banquier lyonnais n'écrit-il pas dès octobre 70 «Nous avons tout à craindre au moment où la paix sera signée... Tout le monde a le fusil en main, des cartouches en poche et on ne sait trop comment cela va finir».

Et ce même 22 mars, à Lyon est proclamée la Commune de façon éphémère.

Liv. conseillé : Jacques Rougerie : Paris libre 1871 (Edi. Seuil)

DANS NOTRE COURRIER

QUELQUES REMARQUES SUR LES MUNICIPALES ET LE QUOTIDIEN

Camarades,

Quelques remarques sur les municipales et le QdP.

Des progrès importants ont été faits sur la façon de traiter l'actualité politique. Ces pages sont, personnellement, les premières que je lis, avec intérêt et profit. Cependant, il me semble y constater des lacunes. Si toutes les questions concernant la «majorité» et la crise politique sont bien analysées et traitées sans qu'on ait l'impression de relire 10 fois le même article, si la série sur les écologistes était une bonne initiative (des révélations intéressantes, une bonne explication, mais ça se trainait un peu, c'est plus une question de style et de présentation me semble-t-il), il manque un certain nombre

de points qui pourraient se référer au point central : les municipales et la classe ouvrière. Qu'en pensent les ouvriers ? Il y a eu une tentative sur Besançon. Un peu décevant et stéréotypé dans la conclusion : c'est bien tous les mêmes, oui c'est sûr on le sait... La dénonciation des révisionnistes : l'article sur Vénissieux et Vaulx est bien général.

Une enquête plus approfondie permettrait une dénonciation plus vivante et constructive de la gestion révisionniste, et pas stéréotypée non plus. Attention il ne s'agit pas de parler comme Poniatowsky. Quant à l'appréciation toujours dans le QdP du 10.3.76 sur les «Anciens et les modernes» là aussi n'est-ce pas un peu rapide ? Capievic «mo-

derne»... ? Le remplacement qu'il fait de Many à Vaulx-en-Velin recouvre des phénomènes sans doute encore plus intéressants : les contradictions suscitées par les municipales à l'intérieur du PCF, par rapport au PS. On l'a dit bien sûr, mais n'était-il pas possible là aussi de se livrer à une enquête de l'intérieur. Et puis enfin et c'est une interrogation plus qu'une critique, l'action du PCR. Il y a eu, si mes souvenirs sont bons 2 édito, portant sur l'absence de la représentation des intérêts de la classe ouvrière dans la campagne dont un, appelant les chômeurs à intervenir. On a envie de dire : et vous, qu'est ce que vous faites ? J'ai cru comprendre que le PCR participait à des listes, pourquoi n'en pas parler. Vous avez à juste titre rappelé un texte de l'IC sur

les municipalités, qui évite tout gauchisme en la matière. Savoir sur quels thèmes les camarades du PCR faisaient campagne, comment etc... aurait permis de combler un certain vide.

Enfin un dernier point très général. Je crois que globalement l'analyse prime trop sur l'aspect journalistique. Attention qu'on ne me fasse pas dire ce que je ne veux pas dire. Tout ce qui a été écrit était indispensable. Mais une présentation plus vivante fait défaut. Que ce soit sous forme de polémique ou d'instantanés (d'Ornano Circus aux Epinettes, «le Matin de Paris») ou d'enquêtes plus sérieuses qui reflètent le point de vue, les questions des masses.

I.F. Paris 17^e

Point de vue de militants écologistes d'Amiens

Nous vous envoyons la lettre publique écrite par des militants qui ont quitté un groupe écologiste d'Amiens : le Groupe Ecologique pour la Sauvegarde des Espèces Vivantes (GESEV). Elle nous semble importante car elle traite de sujets abordés par votre enquête sur le mouvement écologiste.

Amiens

4 membres du bureau et des militants du GESEV ont quitté le Groupe il y a de cela une quinzaine de jours. Nous tenons publiquement à expliquer notre position (...)

Nous ne sommes pas les partisans d'une écologie «pure et dure», située «ailleurs», ni même en dehors des débats politiques, mais comme une composante de la lutte des classes.

Cela nous évite de dire des «bêtises» du type de celles-ci let qui ont été dites par des «libertaires» du GESEV :

- plus les prolétaires vont en vacances sur le littoral, plus celui-ci est pollué ; pour sauvegarder le littoral, supprimons les vacances des prolétaires.

- plus la grande propriété privée se parcellise ou est rendue publique, plus c'est une catastrophe écologique ; donc la solution est la privatisation des forêts.

Pour nous, ne pas situer les revendications écologiques comme faisant partie intégrante de la lutte des classes, c'est nier le caractère révolutionnaire de celles-ci, et aussi c'est se livrer à la récupération idéologique de la bourgeoisie (cf. liste Arnould aux municipales à Amiens). C'est aussi éviter de privilégier le terrain écologique comme seul terrain de lutte, et donc éviter de considérer les revendications sociales (exemple : luttes contre le chômage et la vie chère) comme dépassées, en se coupant ainsi de la classe ouvrière. D'autre part, au niveau économique, vouloir une croissance zéro ou négative, sans analyser et remettre en cause le procès de production capitaliste, c'est accepter la pénurie comme un bienfait ; autrement dit, c'est dégrader toujours plus le niveau de vie des masses, et c'est en modérant ses désirs, limiter les revendications sociales de la classe ouvrière.

En fait, dire que la pollution est causée par la croissance économique et la surpopulation, ce n'est pas remettre en cause le capitalisme. Et nous, nous affirmons que la pollution est une conséquence nécessaire de la logique du profit et du laisser-faire capitaliste.

Voilà les raisons pour lesquelles nous avons quitté le GESEV. (...)

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRM
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Communiqué

LILLE

Pour la première fois dans la circonscription lilloise une quinzaine de Normaliens en 2^e année de formation, qui étaient en stage, n'ont pas fait classe le jeudi 17 mars, répondant en cela au mot d'ordre national de grève du SGEN-CFDT lancé sur les centres de formation.

Ils se sont réunis pour discuter de leurs conditions de formation et protestent contre les modalités de l'examen qu'ils ont à subir.

Ils souhaitent prendre contact avec d'autres E.N en lutte et les sections SGEN-CFDT intéressées à l'adresse suivante.

Paccou André
Section SGEN-CFDT
58 rue de Londres
59045 Lille Cédex

Les Normaliens en grève

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE 1 AN 300 F

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....

Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois).....

Appelez-moi au 293 63 61
de 14 h 30 à 18 h 30

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

54^e épisode

C'est bien là ce que craignaient les Allemands : voir les succès du Vercors s'étendre... Leurs avions effectuèrent des reconnaissances au-dessus de Vassieux. Ils décidèrent d'attaquer le plateau avant que le camp d'aviation ne fût utilisé.

Le moment était bien choisi : les F. F. I. n'avaient toujours pas de mortiers, les maquis de l'Ain venaient d'être en partie dispersés, l'état-major allemand disposait de plusieurs divisions qui ne pouvaient remonter en Normandie et qui devaient rester de toute manière dans le Sud, en cas de débarquement allié. Le Vercors leur servirait de champ de manœuvres.

La vraie guerre éclatait sur le plateau du Vercors : la guerre qui s'attaque aux hommes, aux femmes, aux enfants, qui tue le bétail et rase les maisons ; la guerre qui sème des morts et récolte la haine ; la guerre que se déclarent les gouvernements et qui s'abat sur les citoyens.

Les parachutages de la mi-juillet mirent le comble à l'inquiétude allemande. Le 13, des avions mitraillèrent Vassieux pour la première fois. Le lieutenant Payot fut blessé mortellement.

Lorsque Etienne rentra chez lui, le soir du 13 juillet, son père était déjà parti. La compagnie Goderville avait reçu l'ordre de quitter Rousset et d'aller relever les hommes du commandant Thivolet, qui gardaient les crêtes au-dessus de Villard-de-Lans, à Valchevrière et Herbouilly.

Catillon arriva chez lui juste à temps pour embrasser la Mémé, Laure, et se sauver avec sa carabine chez Vieljeu, qui l'attendait. Venant de Rousset, il s'était arrêté pour dire au revoir à sa famille et prendre son adjoint.

Michel quitta les siens avec plus d'emphase et moins de tendresse que d'habitude. Dans la grande pièce, il les serra dans ses bras l'un après l'autre. Il ne dit rien, sauf à Terro, en bas du chemin :

— Je te recommande les gosses. S'il m'arrivait quelque chose, mon testament est caché dans les pierres, là où nous mettions les armes.

— Ce que tu es solennel ! Ce que tu es sinistre ! Tu aurais mieux fait de leur dire au revoir, au lieu de démarrer comme un fusillé.

— Au revoir, Terro !

— Adieu ! Souviens-toi d'une chose. Il arrive que l'on ait envie de mourir, ou de se laisser mourir. Dans ces cas-là, on a toujours tort.

Vieljeu haussa les épaules. Catillon souriait tristement derrière lui.

— Adieu, Terro. Moi, je reviendrai.

— Essaie de le ramener.

— Je ferai de mon mieux.

Les trois amis se séparèrent sans illusions pour le dernier acte. Vieljeu et Catillon montèrent dans le camion qui les attendait, et Terro reprit le chemin de la ferme. Il regrettait de n'être plus avec son ami. Il faisait confiance à Catillon. Il savait qu'il ne laisserait jamais Vieljeu en arrière, qu'il le défendrait au besoin. Et Catillon connaissait le pays comme sa poche. Mais ce qui inquiétait Terro, c'était le moral de Vieljeu. Il se sentait responsable, responsable d'avoir trop parlé, de s'être trop bien fait comprendre par Vieljeu qui n'avait pas, comme lui, de soupape de sûreté. Catillon avait sa ferme, son bien ; lui, Terro, avait l'habitude des causes perdues et savait se rejeter dans l'avenir pour lutter jusqu'au bout.

Vieljeu était tout simplement écouré, vidé. Terro n'ignorait pas ce qui s'était passé à Méaudre. Si seulement Vieljeu se sortait de cette affaire, « on saurait bien lui trouver des raisons de vivre », pensait-il. Mais, avec des « si »...

— Ce dont Michel a besoin, c'est de vacances, se disait l'Espagnol en rentrant.

Le mot « vacances » le fit sourire malgré lui. En temps de paix, il devait y avoir des gens qui passaient leurs vacances dans le Vercors.

Emeline et sa mère mettaient le couvert. Hélène Vieljeu haussait par moment les épaules, écoutant ses pensées, n'entendant rien d'autre. Emeline, à la tête haute, lui jetait des regards inquiets.

Etienne entra, accompagné d'un soldat :

— Le pauvre gars, est perdu. Il cherche la maison. C'est à toi qu'il en veut, Terro.

Etienne embrassa Emeline, qui ne s'en aperçut pas. Le soldat tendait une enveloppe à l'Espagnol :

— Un coup de vin ?

— Ce n'est pas de refus, mon lieutenant.

— Tiens ! Et voilà du pain et de la purée.

(à suivre)

LA PALESTINE ET LE CINÉMA

Un livre collectif sous la direction de Guy Hennebelle et Khémais Khayati avec une préface de Azzedine Kalak, représentant de l'OLP en France. Edité chez E 100

« Ouvrage dédié aux martyrs de Tell el Zaatar, symbole de la détermination du peuple palestinien et à Hany Jawhariyya, tué caméra en main au Liban en 1976 pour que vive la Palestine ».

Dans la préface de cet ouvrage, Azzedine Kalak explique ce qu'est la lutte du peuple palestinien pour le retour dans sa patrie et ce que signifie pour les peuples arabes et du monde entier la lutte du peuple palestinien : « L'aspiration de notre peuple au retour et son attachement violent à ce patrimoine le plus concret qui s'exprime en Palestine occupée par sa défense acharnée de la terre, témoignent de la véritable signification de notre lutte. C'est que la Palestine est au premier plan des justes causes pour lesquelles les peuples en butte à l'impérialisme et à l'agression luttent de toutes leurs forces ».

Le cinéma palestinien : « une arme au service de la Révolution ». C'est ainsi que le définit Mustapha Abou Ali, un des trois fondateurs du 1^{er} groupe de cinéma palestinien, en 68, trois ans après le déclenchement de la révolution armée.

Dans une interview, des cinéastes palestiniens définissent le cinéma révolutionnaire aujourd'hui :

« Le cinéma révolutionnaire requiert quatre exigences :

RECTIFICATIF

Dans la rubrique « Lire » du Quotidien du Peuple de lundi 21 mars, « Dans les prisons de France », l'omission d'un mot a rendu incompréhensible la conclusion de l'article. Il fallait lire : « la prévention réelle de la criminalité ne peut venir que de l'abolition de l'exploitation... »

• la justesse de l'inspiration : le cinéaste doit obéir à l'idéologie révolutionnaire et s'attacher à la mettre en pratique.

• le sujet doit être traité sérieusement.

• le message doit être transmis correctement : que le langage soit simple, l'esthétique claire... Il faut examiner de près la question du rapport entre le film et les masses... Il faut partir de la conception réelle que le peuple se fait du cinéma, pour la changer.

• s'attacher à traiter les problèmes locaux les plus cruciaux, en abordant la réalité vécue dans toutes ses dimensions... Il faut exhorter les masses à changer ce qui ne va pas ».

Dans la partie consacrée au cinéma palestinien lui-même, les difficultés rencontrées sont mentionnées, ainsi que les tâches actuelles du cinéma : rassembler les archives, assurer le bon fonctionnement de cet as-

pect de la culture palestinienne et surtout savoir garder le contact avec les masses. C'était l'aspiration de Hany Jawhariyya, tué alors qu'il filmait les combats de la montagne à Aintoura, aux côtés des combattants, palestiniens et libanais.

Dans les films palestiniens, les héros sont les masses : dans leur vie quotidienne, dans leurs soulèvements et leurs actions contre l'ennemi. La lutte armée est présentée liée à la vie des masses, à la différence de plusieurs films arabes ou d'autres pays, où l'opération armée est vue seulement du point de vue militaire, où le fidayi est présenté comme un « héros » en fait coupé de son peuple, comme s'il luttait pour son profit personnel.

LE CINÉMA ARABE ET LA PALESTINE

Outre cet aspect du film arabe qui traite de la Palestine, les auteurs ont analysé plusieurs films arabes, en

liaison avec l'histoire des peuples de la région. Pendant longtemps, les cinéastes liés aux régimes féodaux de différents pays arabes ont nié l'existence du peuple palestinien dans leurs films. Ce n'est qu'avec les différentes guerres sionistes contre les pays de la région que le peuple palestinien commence à prendre peu à peu sa place dans le cinéma traitant de ce problème. Avec l'émergence d'un cinéma progressiste, en Egypte notamment, des films sont tournés aussi sur les différentes phases de la lutte du peuple égyptien contre le sionisme. Le film de Youssef Chahine « le moineau » est l'un des plus importants.

Un autre genre de films tournés en soutien à la cause palestinienne : ce sont ceux des amis européens des peuples arabes. La liste des films est donnée, ainsi qu'une analyse de certains d'entre eux.

Les films tournés par les impérialistes et les sionistes sont aussi analysés et certains sont racontés, pour les démontrer.

Yomna El Khalil



Hany Jawhariyya, tué caméra en main au Liban en 1976 pour que vive la Palestine

Programme télé

MARDI 22 MARS

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Nounours
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Les lettres volées
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Numéro un ; Paul Anka
21 h 35 - Le monde des peintres naïfs : les naïfs de Belgique et des Pays-Bas
22 h 25 - Le livre du mois
23 h 40 - TF 1 actualités

A 2

19 h 35 - Les histoires de l'histoire
18 h 45 - Flash information

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Le journal
20 h 30 - Devine qui vient dîner Film américain dramatique de Stanley Kramer (1967)
23 h 30 - Les nouvelles

FR 3

18 h 45 - Le club d'Ulysse. Le métier de berger
19 h 05 - Caractères
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre. Les chrétiens et la peine de mort
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Destination Zebra station polaire. Film américain d'aventures de John Sturges
22 h 50 - FR 3 actualités

UNE AUTRE POLITIQUE D'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE

Par Serge LIVET
et Henri FABRE

Lorsque EDF calcule la rentabilité des équipements hydrauliques par rapport au nucléaire, seuls entrent en ligne de compte les profits qu'ils peuvent entraîner, mais tous les avantages qui en découlent sont ignorés. Or, si l'on veut évaluer l'intérêt d'une politique d'aménagement hydraulique, il est nécessaire d'intégrer l'ensemble des avantages qui en résultent.

Sur le plan énergétique, ils sont évidents, à la fois en quantité d'énergie et en qualité d'énergie fournie : électricité modulable répondant aux besoins selon les variations de la consommation, grâce à la possibilité de stocker l'eau pendant les heures creuses pour la turbiner pendant les heures de pointe.

Jusqu'à maintenant la politique d'amé-

nagement hydraulique a d'abord été conçue pour fournir de grosses quantités d'électricité, parce que c'est le plus rentable, si bien que les possibilités de petits barrages n'ont pas été exploitées et que la plupart des équipements hydrauliques n'ont pas tous les avantages qu'ils auraient pu amener sur le plan énergétique, sur le plan de la régulation des cours d'eau, sur le plan de l'irrigation, de la pisciculture, de la navigation etc... Preuve s'il en fallait que la politique des entreprises nationalisées n'échappe pas à la loi du profit.

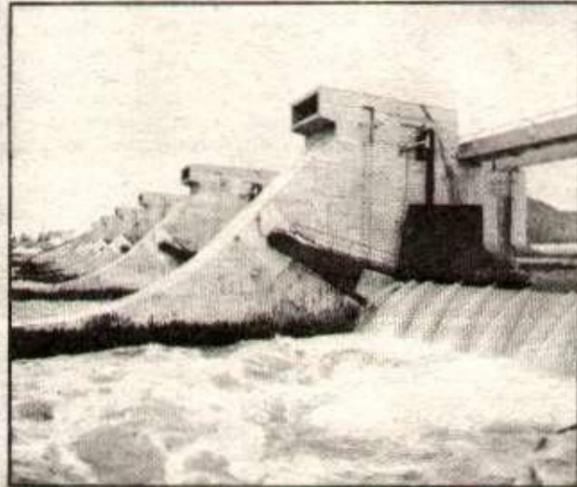
Nous avons expliqué hier qu'il serait possible, en réalisant plusieurs équipements, de produire au moins 40 Twh supplémentaires, soit 20% de la consommation actuelle. Mais ce n'est

pas l'unique intérêt d'un équipement hydraulique de fleuves et rivières du pays. Si le Rhône est presque totalement régularisé, accessible à la navigation et permet l'irrigation des terres agricoles le long de son cours, il n'en est pas de même pour des fleuves et des rivières plus modestes. Sur de nombreux fleuves, la Loire par exemple, une série de petits et moyens barrages sans retenue importante permettrait d'en régulariser le cours, sans pour autant, comme à Villerest ou Naussac, entraîner des dommages pour l'environnement. L'aménagement des fleuves, même dans les régions réputées pluvieuses, créerait des réserves d'eau pour les périodes de sécheresse et permettrait l'irrigation.

Enfin, la création de petits barrages,

si elle est peu rentable aujourd'hui parce qu'il faut transporter l'électricité produite dans les régions où elle est consommée, pourrait permettre la création de petites industries dans des régions sous-industrialisées et dans les zones rurales : industries de transformation de produits agricoles notamment, petites industries mécaniques etc... Ceci contribuerait à arrêter l'exode rural. L'aménagement hydraulique du territoire ne peut être réalisé dans de bonnes conditions sans un changement radical de la politique globale d'aménagement du territoire. C'est à cette condition notamment que pourra être trouvée une solution à la question énergétique dans notre pays, en utilisant au mieux les ressources naturelles.

LA POLITIQUE D'ÉQUIPEMENT EDF EN QUESTION



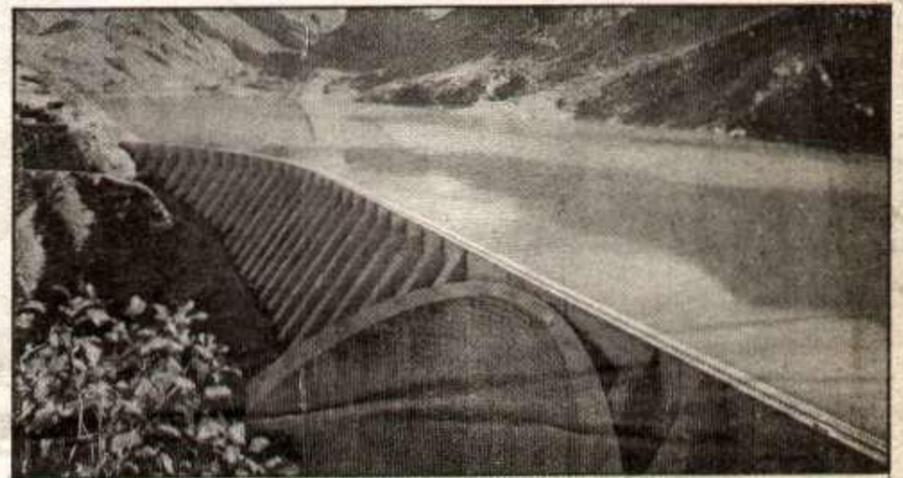
Le barrage au fil de l'eau de Golfech sur la Garonne. Il peut évacuer les crues grâce à sa partie supérieure mobile.

«L'aménagement hydro-électrique de la France est pratiquement terminé» déclarent actuellement les responsables de l'EDF. Cette considération les amène à n'envisager comme ouvrages hydrauliques que les usines de pompage, complément indispensable du programme nucléaire. Ces usines, qui ne produiront aucune énergie, mais servent seulement à ajuster la production en fonction de la consommation, sont construites actuellement à grands frais alors que le développement de petites centrales au fil de l'eau est totalement négligé.

Il y a principalement 4 sortes de centrales hydrauliques, classées suivant la quantité d'eau stockée :

LES USINES DE POMPAGE

Elles comportent un peu d'apport naturel d'eau. Elles servent à accumuler de l'énergie en pompant l'eau d'un bassin inférieur vers un bassin situé plusieurs centaines de mètres plus haut. Aux heures de pointe, on utilise les groupes en turbines : on vide le bassin supérieur dans le bassin inférieur en envoyant sur le réseau l'électricité produite. Aux heures creuses, on pompe pour remplir le bassin supérieur (les groupes servent de pompe, ils consomment alors de l'électricité prise sur le réseau). L'EDF développe actuellement les usines de pompage, en liaison avec le programme nucléaire : les centrales thermiques en général et nucléaires en particulier ont peu de souplesse de fonctionnement. Il n'est pas possible, en l'espace de quelques heures, voire de quelques minutes, d'augmenter ou de diminuer la production de ces centrales. La consommation d'électricité varie au contraire largement en fonction des heures, avec en particulier une pointe vers 11 h - 12 h et une autre vers 18 h - 19 h, il faut des turbines capables de démarrer rapidement, pour



Le barrage de Roselend, de 804 m. de long, permet d'accumuler 187 millions de mètres cubes d'eau. Il sert à alimenter l'usine de la Bathie, située 1 200 m. plus bas.

répondre à cette demande. Seules les turbines hydrauliques, tournant lentement, ayant un réglage de vitesse aisé, peuvent être mises en service dans ces conditions. Elles peuvent être couplées sur le réseau en quelques minutes.

Les grands barrages avec réservoir de lacs pourraient faire face à une demande brutale mais leur équipement en turbines, réalisé dans les années qui ont suivi la Libération, est insuffisant ; la centrale de pompage de Révin, (720 MW) mise en service en 1976, est de 40% plus puissante que l'équipement de la Bathie, plus gros barrage de lac.

Au lieu de rééquiper avec des turbos-alternateurs plus puissants les chutes de lacs,

l'EDF a fait le choix, uniquement pour des raisons de rentabilité capitaliste, de construire des centrales de pompage, dont le gaspillage d'énergie est de 30% par cycle pompage-restitution, et dont la production propre d'énergie est quasi nulle.

LES RÉSERVOIRS DE LAC

Ils sont aménagés au prix de travaux de génie civil importants, en général dans la vallée supérieure des rivières. Avec une durée de remplissage de plus de 400 heures, ils constituent une réserve d'énergie importante puisque leur production peut être reportée d'une année sur l'autre ; ils permettent de faire face à une période de

sécheresse ou à des défaillances d'autres méthodes de production d'électricité. Cet été, pendant la période de sécheresse, les centrales thermiques ont dû réduire leur production à cause de l'insuffisance de l'eau de refroidissement. Ce sont les usines hydrauliques à réservoir de lac qui ont permis de compenser ce déséquilibre. La plus importante réalisation en France est le barrage de Serre-Ponçon, sur la haute vallée de la Durance, qui retient 1 000 millions de mètres-cubes.

LES RÉSERVOIRS D'ÉCLUSÉ

Ils sont installés sur les rivières, dans une région de faible pente, permettant d'accumuler de l'eau pendant quelques heures, et donc de faire face à l'augmentation de consommation aux heures de pointe. La construction de ces usines demande aussi des travaux importants de digues le long de la rivière, en amont du barrage.

LES USINES AU FIL DE L'EAU

Elles ne comportent pas d'accumulation d'eau. La hauteur de chute, de quelques mètres, sert uniquement à l'entraînement normal des turbines. La production varie en fonction du débit du fleuve. Sur les fleuves susceptibles de crues, pour éviter l'inondation des régions en amont du fleuve, les barrages sont mobiles, c'est-à-dire que leur partie supérieure peut basculer pour évacuer le surplus d'eau.

Chambines

Une centrale au fil de l'eau

Nous avons visité une petite centrale hydraulique construite sur un bras de l'Eure. Cette usine de fabrication très ancienne fournit l'électricité d'un petit village et d'un atelier de mécanique générale (plusieurs machines-outils peuvent fonctionner simultanément).

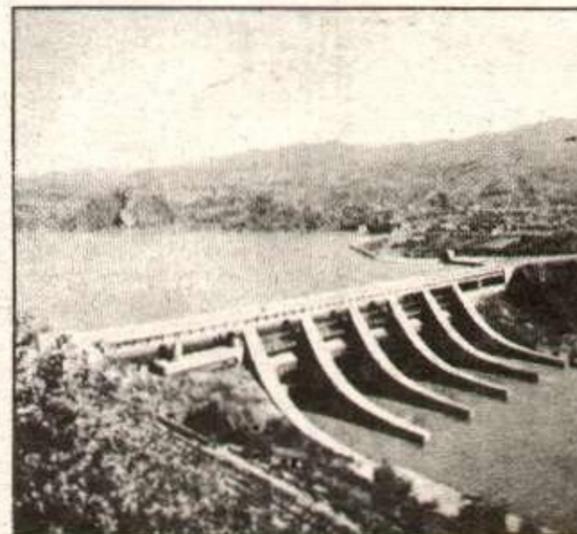
C'est une grande roue à aubes, mise en mouvement par le courant de l'Eure qui fournit l'énergie mécanique à l'alternateur. La démultiplication nécessaire pour faire tourner l'alternateur à la vitesse convenable est obtenue par un pignon de plusieurs mètres de diamètre dont les dents démontables sont en bois. Ce pignon engrène sur un pignon plus petit qui est relié à l'alternateur par l'intermédiaire d'un jeu de poulies et courroie.

La production de courant continu nécessaire pour l'excitation de l'alternateur est assurée par une dynamo située sur le même arbre. L'adaptation de la puissance délivrée par l'alternateur à la consommation se fait en jouant sur le débit d'eau entraînant la roue à aubes, par un système de vannes. Cette régulation est évidemment automatique : une régulation uniquement manuelle demanderait une présence permanente à côté de l'alternateur. L'énergie nécessaire pour manœuvrer les vannes est prise sur le mouvement du pignon à dents en bois.

L'alternateur est relié au réseau triphasé EDF.

Une réglementation de l'EDF s'applique à ce type de petites centrales, en particulier en ce qui concerne la durée d'arrêt pour entretien : la production d'électricité ne peut être interrompue pendant un mois par an (au mois d'août). Pour le cas où une panne surviendrait en-dehors de cette période, il faut une solution de secours : un gros moteur diesel monocylindre, qui entraîne lui aussi un alternateur. La mise en route de ce diesel s'effectue en envoyant de l'air comprimé sous le piston. La bouteille d'air comprimé est à nouveau remplie par le mouvement du piston dès que le diesel a démarré. Le fonctionnement de ce diesel revient évidemment cher.

Ce type de centrales, si elles sont réalisées avec du matériel plus moderne, peuvent être très simples et d'installation peu coûteuse.



Le réservoir d'éclusée de l'escale sur la moyenne Durance